

— Le rayon des Lumières —

Quelques remarques sur « l'Empire de la Paix » orwellien nommé l'UE.

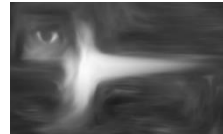
En tenant compte du *mouvement des Gilets Jaunes* comme la première expression grave
contre cette entité politique
en caractère d'une camisole de force
pour les peuples européens.

Avec des considérations sur
certains éléments essentiels de l'économie.

par Joachim H.E. Endemann

Volume particulier, dédié aux *Gilets Jaunes*

(__ Texte intégral, mais encore non corrigé. __)



Éditions !_Think out-of-the-box_! — volume 12
EndemannPublisher — 17 janvier 2019

© Joachim H.E. Endemann, 17 janvier 2019

mise en page par Joachim Endemann
(__force de caractère: 9 + 11 Corbel__)

Publication sous forme de livre électronique en format PDF

Les droits de reproduction sont réservés, mais le texte n'a pas encore été relu et peut être téléchargé gratuitement. Veuillez toutefois respecter les droits d'auteur, c'est-à-dire mentionner la source lors de la citation.

EndemannVerlag/EndemannPublisher, Mülheim an der Ruhr
(__<https://EndemannVerlag.com>__)

_ Table des matières _

Quelques remarques introductives	page IX
A mon avis ...	page 25
Un regard désinvolte sur certains éléments de l'histoire associés à ce qui se passe aujourd'hui.	page 25
Quelques questions concernant l'UME et le Frexit.	page 41
Qui profite le plus à l'UME ?	page 41
Une dévaluation du nouveau franc est-elle nécessaire après le Frexit ?	page 43
Crucial est une banque centrale distincte	page 44

Qu'est-ce que c'est l'argent ?	page 44
C'est vrai qu'il est avantageux d'être peu endetté à l'étranger — n'est-ce pas ?	page 62
I _ Pour le répéter	page 65
II _ Pour le répéter	page 66
« Mais le Brexit ! »	page 68
Permettez-moi de le répéter clairement	page 69
L'importance de la <i>Règle d'or des salaires</i> pour l'économie d'un pays, mais surtout dans le contexte d'une union monétaire	page 74
la définition de la <i>Règle d'or des salaires</i> en quelques mots	page 75
Est-il absolument nécessaire d'avoir un marché financier privé ?	page 101
Quel est le « bon prix » pour une société humaine ?	page 103

La situation depuis l'introduction de l'euro.

page 111

Pour mettre fin à cette section et vous permettre
d'y réfléchir

page 122

Il faut quitter l'UE.

page 123

Pourquoi l'élite européenne nous dit-elle que nous avons
besoin d'une soi-disant « armée européenne » ?

page 137

L'UE est une camisole de force ou, autrement dit :
une entité néo-impérialiste

page 141

Pour conclure ...

page 149

Ce livre est dédié aux Gilets Jaunes !

Le *mouvement des Gilets Jaunes* nous montre que ce n'est pas le peuple en soi qui est à l'origine de la violence, mais l'élite de pouvoir avec ses satellites en politiques, en médias et en secteur culturel public ou privé du pays qui est censé appartenir au peuple. Les *Gilets Jaunes* nous montrent aussi la voie, que tous les peuples peuvent suivre pour se libérer eux-mêmes, s'ils sont résolus, s'ils ne se laissent pas diviser et s'ils ne comptent pas sur les politiciens, les dirigeants syndicaux et des d'autres agents du « système lobbocratique » !

Ce sont des leçons historiques !

En passant : L'État d'un pays fonctionne toujours dans le sens de celui qui exerce le pouvoir dans le pays. Qu'est l'État de toute façon ? L'État est un instrument pour organiser un peuple. Tout dépend alors de celui qui détient cet outil.

Quelques remarques introductives

Ce livre donne des références à ce qu'il faut savoir, si l'on veut vraiment pratiquer une politique orientée vers le bien commun, c'est-à-dire une politique qui ne tienne pas compte des croyances de l'idéologie néo-libérale. L'objectif de ces informations est donc de servir de base à vos propres réflexions. Par conséquent, son but est-ce de vous donner des indications sur les liens socio-politiques ou bien économicopolitiques sans tenir compte des croyances du néo-libéralisme (*__car, en raison des visions aveuglées des grands-prêtres de la doctrine néo-libérale, elles sont idéologiques__*), afin que vous puissiez faire votre propre opinion sans avoir à recourir à des modèles de pensée néo-libéraux.

Afin de clarifier ces références, différentes réflexions sont faites, dont le but est de servir à la fois une réflexion élargie et approfondie dans les contextes socio-politiques et économicopolitiques. Après tout, c'est ce qui nous touche tous en termes d'effets, mais dont nous ne sommes pas nécessairement conscients. Alors que les médias grand public nous parlent des différents éléments de ce contexte socio-politique ou économicopolitique, mais de telle sorte que l'on a l'impression qu'ils ne sont pas des éléments d'un tout (*__de la société humaine avec son économie__*), mais que, sans conséquences, chacun de ces éléments peut être considéré individuellement — mais de cette façon, le contexte dans lequel ils se trouvent est écarté.

Les réponses aux questions de politique économique traitées dans cet ouvrage reposent essentiellement sur mon examen des travaux de Heiner Flassbeck.

Le professeur Heiner Flassbeck, qui vit lui-même en France, comprend non seulement les interactions entre les différents éléments de l'économie, que ce soit au niveau national ou international, mais aussi comment expliquer les interrelations de politique économique (*Je suis moi-même un grand bénéficiaire de ses connaissances*) — par exemple ce qu'est une économie ou comment elle fonctionne et ce dont une union monétaire a besoin pour atteindre une prospérité générale et de bonnes relations commerciales.¹

Dans ce contexte, notamment en ce qui concerne le fonctionnement de « l'argent », il convient également de mentionner les travaux de Bill Mitchell et Paul Steinhardt ainsi que les conclusions pertinentes de Georg Friedrich Knapp (1842-1926).² J'ai ainsi acquis une compréhension suffisante du contexte de la politique économique, dont la connaissance est une condition préalable à l'argumentation en faveur d'une so-

¹ Les déclarations de Heiner Flassbeck se trouvent dans ses livres et dans son magazine en ligne de politique économique nommé « Makroskop », que lui et Paul Steinhardt publient, malheureusement uniquement en allemand. Mais il y a un livre de lui en français, qui pourrait vous intéresser (*peut-être*) : Costas Lapavitsas, Heiner Flassbeck « Euro, plan B — Sortir de la Crise en Grèce, en France et en Europe », éditions du Croquant, 2016; sur Internet, vous trouverez l'article suivant, par exemple : « Pour l'économiste Heiner Flassbeck, l'Allemagne n'est pas le modèle à suivre » : <http://www.europaforum.public.lu/fr/actualites/2012/02/conf-iies-flassbeck/index.html> (*Ce lien Internet a été vérifié le 15 janvier 2019.*)

² Veuillez-vous référer aux informations contenues dans le texte.

ciété humaine prospère dans toutes ses composantes — qui m'autorise à faire des déclarations de politique économique fondées et étayer ainsi mes considérations socio-politiques afin que le recours aux dogmes néo-libéraux ne soit pas nécessaire.

(__Mais si je peux le faire, il vous est également possible de comprendre suffisamment les interrelations importantes en matière de politique économique. Il suffit de connaître les bases de ces connexions pour pouvoir faire ses propres considérations à cet égard, sans être irrité par le murmure des néo-libéralisés.__)

Mais si ces connaissances faisaient défaut, nous serions en mesure des lancer des projets qui auraient tous le même défaut : ils n'auraient rien à voir avec la condition de leur accomplissement, à savoir qu'ils sont issus de la situation socio-politique concrète dans laquelle ils se réaliseraient. Sinon, ce sont des phrases qui servent à obscurcir la tête des gens. Comme par exemple :

« Nous devons sauver la planète! »

C'est peut-être vrai, mais quelles sont les conditions de bases à la réussite de cette mise en œuvre ? Eh bien, par exemple, le respect de la Règle d'or des salaires (*__à cet égard plus dans le texte__*), et certainement pas l'abolition de l'ISF.

Ces connaissances sont indispensables, d'autant plus qu'il serait impossible autrement de penser de manière aussi réaliste, cohérente et ouverte que possible. Cela est nécessaire,

ne serait-ce que parce que les doctrines de l'idéologie néo-libérale, qui non seulement entravent la pensée individuelle mais, comme le montrent clairement les « arguments » des doreurs d'image et des grands prêtres, nuisent à la propre pensée, (__puisque__) les doctrines de cette idéologie sont manifestement inadaptées à une pensée de manière aussi réaliste, cohérente et ouverte que possible.

Après tout, le néo-libéralisme n'est nullement synonyme de « liberté », mais, en tant que concept classique de la langue orwellienne, c'est exactement le contraire. Après tout, qu'est-ce que, par exemple, « l'Agenda 2010 » est d'autre qu'un outil d'asservissement collectif — si vous regardez le résultat avec pondération ?

Ceux qui appellent « néo-libéralisme » le « nouveau libéralisme » me semblent tout à fait stupides, sans se rendre compte, à quel point il est stupide, qu'ils le fassent encore, même si en même temps nous réalisons ce que cette idéologie fait à toutes les sociétés humaines : les transformer en entités axées sur le marché dans lesquelles chaque individu est une unité bio-fonctionnelle.

Car depuis quand le sens d'un mot est-il décisif, quand le regard libre révèle autre chose qu'un mot prétend le représenter, quand quelque chose ne correspond pas à ce qu'un concept prétend vouloir dire ? Ou bien ceux qui s'accrochent à ce terme orwellien non seulement n'ont-ils pas une idée claire de ce qu'il signifie vraiment, mais aussi ne réalisent-ils pas que derrière lui se cache une idéologie sophistiquée qui imprègne toutes les sphères de la société humaine d'une manière nuisible, portant gravement atteinte aux pensées des gens, leurs propres pensées ?

Le « néo-libéralisme » (__dont le préfixe ne peut être supprimé pour que le « libéralisme » reste__) est une idéologie qui n'a jamais eu

de problèmes avec les dictatures, comme ce fut le cas exemplaire avec Augusto Pinochet (1915-2006) : sa dictature militaire fit du Chili le premier véritable « laboratoire du néo-libéralisme » dans les années 1970. Cette dictature militaire a aussi été choisie comme « station de laboratoire du néo-libéralisme », parce qu'il n'était pas encore possible à l'époque de créer sa propre « station de laboratoire » dans des pays comme l'Allemagne. En fait, les néo-libéraux allemands, les Ordo-libéraux, auraient aimé réaliser le « projet néo-libéral » en pleine force en Allemagne dans les années 1950. Mais la situation d'après-guerre, la guerre froide, c'est-à-dire la prétendue « lutte des systèmes », capitaliste d'un côté et stalinienne de l'autre, ne le permettait pas encore. Ils ont donc dû attendre la fin de la guerre froide, pour préparer le « grand événement » : l'introduction de « l'Agenda 2010 », qui, sans la division auto-infligée de l'Allemagne, aurait déjà existé dans les années 50, quand l'Allemagne devenant l'interface directe entre « l'Est et l'Ouest ». Toutefois, même la longue attente n'a pas été si longue, parce que les administrés allemands, du moins la plupart du temps, et la masse de ces administrés en tout cas

(Peut-être parce qu'ils ne sont pas des administrés auto-libérés, donc pas de « citoyens » au sens d'antan du terme, soit au sens révolutionnaire ?)

avaient une structure de caractères qui est depuis longtemps en phase avec le marché et qui continuera de l'être. Ce qui était autrement nécessaire pour l'introduction sans heurts de « l'Agenda 2010 » a été progressivement ancré dans la tête des gens au cours des décennies sans grande résistance. C'est pourquoi, probablement aussi aujourd'hui, la faible résistance — bien qu'il puisse y avoir encore une autre raison à cela, que

je ne voudrais pas aborder ici en ce moment, car, puis, je devrais expliquer les choses un peu plus en détail, d'autant plus que ce sujet est un peu abordé dans le texte.³ — Et si une telle résistance voulait s'exprimer quand même ? Eh bien, pourquoi le système néo-libéral a-t-il des représentants dans les partis Tamtam correspondants, sinon pour filtrer une telle résistance germinative en conséquence et, finalement, la « disposer » dans la prochaine impasse politique ?

Cela ne vous semble-t-il pas inconnu pour votre propre pays ? (C'est le vôtre ?) Après tout, c'est précisément pour cette raison, que les Gilets Jaunes ne veulent rien avoir à faire avec ces organisations, que ce soit en tant que parti ou en tant que syndicat — et ils ont raison à ce propos.

C'est ce que vous pouvez presque voir comme exemple aujourd'hui : Alors que les Français développent un mouvement qui vient en fait de la population elle-même et qui n'a pas été « animé » par certains politiciens tamtam français, que ce soit du côté dit gauche ou droit du système lobbyocratique, le côté allemand réagit comme d'habitude : « Les Gilets Jaunes sont un mouvement populiste ! » — et à part ça ? ... On montre une mine de rien.

Mais que signifie « populiste » ? Eh bien, une affaire populiste est vraiment une affaire, qui touche tout le monde, qu'elle soit populaire ou impopulaire, n'est-ce pas ? D'après cela, une « affaire impopulaire », c'est une « affaire », qui ne profite qu'à quelques-uns, n'est-ce pas ? Car, bien sûr, on peut

³ ... et que j'ai déjà décrit en détail dans un autre livre en langue allemande.

dire clairement aux hommes qu'il faut faire ceci ou cela, ce qui n'est peut-être pas agréable, mais alors la raison dans ce but doit être compréhensible pour tous, et non, comme il est d'usage dans une lobbycratie, de faire passer dans les faits sous de faux prétextes. Par ailleurs, si tout le monde n'est pas seulement informé de ce qui est politiquement bénéfique, mais est impliqué dans sa mise en œuvre, la question de savoir si quelque chose est « populaire » ou « impopulaire », soit « populiste », ne se pose plus de toute façon, n'est-ce pas ? (Quant à l'adjectif « populiste », voir aussi la page 143.)

Cela nous rappelle un peu l'année mythique « 1968 » : Alors qu'en France, la question du pouvoir était posée conjointement par les ouvriers et les étudiants, puis trahie par les dirigeants stalinien de la CGT et du PCF, en Allemagne, les étudiants de « l'APO » (*soit « l'opposition extra-parlementaire » du mouvement de protestation de 68 en République fédérale d'Allemagne*), physiquement séparés des ouvriers, se comportaient très quelconque, en effet, sans tambour ni trompette, au moment décisif. Parce qu'ils préféraient jouer au jeu appelé « simulacre de débat ». Bien sûr, de tels faux débats sont de bonnes pratiques pour les carrières juridiques ou politiques ultérieures — d'autant plus que le fait d'entendre des « paroles orgueilleuses » dans son propre discours semble être une « impulsion » importante pour ce genre de « discussion ».

Il n'est donc pas surprenant que certains d'entre eux aient combattu la soi-disant « lutte anticapitaliste », c'est-à-dire quand ils ont combattu dans la clandestinité, mais sans aucun contact avec la population réelle, ce qui aurait sans doute été difficile, en raison de la structure de caractère de la masse de la population, qui a longtemps été conforme au marché, mais dans de telles circonstances, une telle « lutte » ne peut être

menée avec *aucune* perspective de succès, parce qu'un tel « combat » aide seulement l'autre partie, qui, avec l'aide des principaux nébuliseurs d'opinion publique, a alors beau jeu avec de tels « combattants » qui planent souverainement au-dessus de la réalité, de dire au peuple, que les lois doivent maintenant être durcies — à cause du « danger de l'Etat », danger que ces « combattants » de l'époque ne pouvaient représenter en rien, précisément parce qu'ils n'étaient pas en réseau avec la population normale et ne pouvaient l'être pour la raison précitée, mais aussi parce qu'ils ne cherchaient pas eux-mêmes de tels contacts, car ils étaient inspirés par leur mode de pensée détaché des conditions de vie normales, ou en raison de se sont engagés dans des partis staliniens pour prononcer ultérieurement de « phrase assassines » dans cette « lutte anticapitaliste », et, par la suite, par exemple, dans le déguisement des « Verts », donc de servir ainsi comme un trompe-l'œil personnifié, de donner une fausse image de l'Etat allemand de la guerre froide aux pays étrangers : « On a appris ! » — tandis que, dans cet Etat même, on pensait qu'on avait appris « la leçon » de toute façon — bien que : était-elle vraiment nécessaire de l'apprendre ? ... et aussi, plus tard, actif en tant que lobbyistes pour des intérêts vraiment importants du « système lobbyocratique », par exemple, vendre des pipelines comme un certain Joseph Fischer, un combattant de rue du « Mouvement 68 », qui a même été autorisé à jouer le rôle du ministre des Affaires étrangères et qui a pu paralyser en quelques phrases le mouvement pacifique allemand, alors que cet Etat allemand de l'après-guerre froide, à nouveau doté d'une certaine souveraineté depuis le début des années 1990, a pu participer pour la première fois à une guerre d'agression à la fin des années 1990, c'est-à-dire de nouveau, mais cette fois, contre la Serbie.

Donc, d'une certaine façon, c'est cohérent, si on ne le fait pas différemment aujourd'hui : on fait mine de rien, si un mouvement se développe qui a le potentiel de renverser le régime néo-libéral de l'UE sous la tutelle de l'hégémon allemand, comme c'est possible en France à travers les Gilets Jaunes, à condition qu'ils ne se laissent pas diviser et ne s'engagent pas avec des tam-tamistes politiques. Dans ce cas, cela va en effet renverser ce régime de l'UE ! Et cela signifie que le prétendu hégémon allemand serait à nouveau ce qu'il a toujours été : un soi-disant hégémon, mais sans l'ajout : « hégémon », alors un « prétendu ».

Mais l'élite fonctionnelle allemande et son prétendu hégémon le savent déjà. Ce n'est pas sans raison que ses représentants se taisent et que ses médias, qui, apparemment, ne servent plus qu'à machine de propagande, rapportent si peu ou pas du tout ce qui se passe en France, la brutalité avec laquelle le régime Macron laisse ses « forces de sécurité » taper comme un sourd sur les Français.

Ainsi, il devient clair où les tam-tamistes politiques allemands et les nébuliseurs de tête collectifs des médias grand public peuvent effectivement se trouver, ou qui ils servent réellement. D'autant plus que le mouvement Gilets-Jaunes servira d'exemple à tous les autres peuples, ce qui peut déjà être considéré comme le premier résultat de ce mouvement. Et ainsi, si les super-intellectuels de « l'empire de la paix de l'UE » l'ont déjà réalisé, ces intellectuels, en tant que membres de l'élite fonctionnelle de l'UE, deviendront des ennemis dans les pays du monde, c'est-à-dire dans ceux où le « modelage national » est exigé du point de vue de « l'empire de paix de l'UE »,

où seulement l'élite installée est à leurs côtés — au contraire de la population.

Ainsi, ces super-intellectuels du système lobbycratique jettent les bases des prochains flux de réfugiés ou contribuent à les perpétuer. — Bien-sûre, une fois qu'elle aura été mise en place, les forces de « l'Armée des Européens » travailleront intensivement sur ce sujet, que l'élite de pouvoir et ses satellites de l'UE ont créé eux-mêmes — si elles n'ont pas à écraser un soulèvement dans une partie quelconque de « l'Empire de la paix de l'UE », ce qu'elles feraient en France aujourd'hui, si cette « Armée de l'Empire de la paix » existerait déjà.

* * *

Ce livre a été écrit sous l'impression des événements en France, où le mouvement des Gilets Jaunes lutte depuis le 17 novembre 2018 contre un régime qui ne répond manifestement plus aux normes démocratiques minimales et qui, depuis le 1^{er} novembre 2017, dispose d'une loi, nommé « loi antiterroriste », qui autorise de faire « l'état d'urgence » la norme.⁴ « L'état d'urgence » a été utilisé, par exemple, pour faire appliquer la nouvelle loi sur le travail (*__également connue sous le nom de « Loi Khomri »__*), qui a été adoptée à la mi-2016, sans vote à l'Assemblée nationale. Ainsi, « l'état d'urgence » en vigueur depuis fin 2015 a été doté d'un statut juridique, ce qui donne une

⁴ Cette loi remonte à une série d'attentats graves perpétrés à Paris le 13 novembre 2015 qui a débouché sur la déclaration de l'état d'urgence dans tout le pays : pour la première fois depuis la guerre d'Algérie (*__1954-1962__*), lorsque la loi « état d'urgence » a été adoptée en 1955.

sécurité juridique à la politique dictatoriale déjà en place. Une telle législation sera également adoptée dans d'autres États membres de l'UE dans un avenir prévisible, de sorte que l'état d'urgence sera considéré comme normal dans toute l'UE.

Et personne ne se demande pas, pourquoi une telle évolution est devenue possible, ce qui la fait paraître normale, parce que des assassinats ne sont pas sa cause, mais son symptôme.

Comme dans le passé, on peut supposer, qu'après une série d'attentats, pour lesquels on ne sait pas clairement qui les a commis ou encouragés, et qui, comme c'est devenu la coutume ces dernières années, sont similaires en ce sens, que l'auteur d'un attentat est présenté comme identifié au public et tué peu après, car cela permet non seulement d'économiser des frais juridiques, mais surtout, de cette façon, il n'y a pas de questions sérieuses auxquelles il faut répondre. Car si le régime Macron, qui semble être le premier représentant dans une partie de « l'Empire de la paix de l'UE » orwellien, était toujours attaché à ces normes démocratiques minimales, il ne laisserait pas la population française (*les Gilets Jaunes ne sont pas des casseurs*), se faire battre par des voyous déguisés en « forces de sécurité ».

La violence vient de ces voyous déguisés, donc il ne faut pas confondre cause et effet, d'autant plus que l'ensemble du mouvement des *Gilets Jaunes* est le résultat d'une politique fondamentalement erronée (*et ce sera l'un des thèmes de ce livre*).

Mais cela signifie aussi qu'il devient clair de cette manière, qui bénéficie de ce régime et qui n'en bénéficie pas.

Et les médias grand public ? Eh bien, ceux-ci se révèlent aussi dans leurs écrits et explications où ils se trouvent : du mauvais côté ! Car ce qu'ils savent à « rapporter », sert évidemment à désinformer la masse de la population, que ce soit en France, en Allemagne, en Italie ou ailleurs. Mais ces médias, qui sont considérés par les médias grand public comme des propagateurs de fake news, sont la source des vraies nouvelles : Non, le mouvement des Gilets Jaunes ne faiblit pas !

Comme je l'ai dit, ce sont les Français normaux : les jeunes, les vieux, les travailleurs, les petits marchands qui sont les Gilets Jaunes. Cela signifie qu'ils sont ceux à qui les médias grand public pourraient dire que des personnes chaotiques ont dû être à nouveau arrêtées lors des manifestations, et c'est pourquoi les « forces de sécurité » doivent être renforcées. Ou un terroriste, après avoir laissé sa carte d'identité sur les lieux, afin que les médias puissent immédiatement savoir qui il était et le tuer rapidement, afin qu'aucune question embarrassante n'ait à être répondue, mais de cette façon les gens ordinaires (*qui sont maintenant les Gilets Jaunes*) pourraient immédiatement comprendre : Il faudrait davantage de « forces de sécurité ». — Alors, ce sont telles « forces de sécurité » qui combattent les Gilets Jaunes ?

Eh bien, c'est cette masse de gens, qui font maintenant l'expérience d'eux-mêmes que les médias grand public leur mentent. Et ils pourraient se demander, s'ils ne le font que maintenant. Qu'est-ce qui pourrait en résulter ? Bien qu'il soit facile de répondre à cette question, ce n'est pas le sujet de ce livre. Car, comme je l'ai déjà dit, le thème de ce livre sert à donner aux gens normaux une mine d'indices à partir desquels ils peuvent ensuite faire leurs propres considérations et formuler en-

suite la déclaration décisive : Nous sommes le peuple et maintenant nous construisons *notre* État ! — Bonne chance!

Joachim Endemann
il Piano
17 Janvier 2019

Une remarque préliminaire:

Je n'ai pas l'intention de vous duper,
je laisse ça aux autres.

Les déclarations suivantes ne sont qu'une
réflexion sur ce qui
se passe déjà aujourd'hui ou demain plus tard.

Soit dit en passant,

je ne pense pas que nous devons attendre qu'un
événement grave se produise, alors que des déve-
loppements dans cette direction sont déjà en cours.

Cet ouvrage est consacré à la situation vraie dans l'Union européenne lobbycratique de l'hégémon allemand et son partenaire junior jadis nommé la France, au détriment de la masse des populations des peuples qui font partie de cette Union, bref de l'UE.

En raison qu'il est « normal » à nos jours, que le droit démocratique ne s'applique que dans la mesure où il est utile aux intérêts particuliers, car nous vivons à l'âge de la lobbycratie, et en raison que le mouvement des Gilets Jaunes est un du peuple même et non pas un mouvement d'un des partis de tam-tam politique, ledit mouvement est très dangereux pour l'élite de pouvoir de l'UE et de ses satellites.

Puisqu'on peut supposer que les politiciens du système néolibéral qui ne veulent pas changer la direction de ce système,

n'est-il pas nécessaire de poursuivre les discussions avec ces politiciens ou les apologistes de ce système,

car les résultats des politiques néo-libérales parlent un langage criant :

certaines symptômes de ces résultats sont les manifestations de plus en plus articulées — le *mouvement des Gilets Jaunes* est le plus impressionnant et le plus prometteur d'entre eux.

De telles discussions seraient donc une perte de temps ou ne serviraient qu'à empêcher toutes les mesures nécessaires. D'autant plus évident qu'il est tout aussi évident que « nos » politiciens néo-libéraux semblent élaborer des politiques au profit d'intérêts particuliers.

Cependant,

si vous voulez mener une politique différente indépendamment de la politique néo-libérale pleinement établie et pratiquée,

pour que la création d'une structure sociale fondée sur le bien commun ait une chance réelle,

certains éléments doivent être pris en compte afin de pouvoir pratiquer une politique différente en conséquence — ceci est discuté ci-dessous.

Néanmoins,

il convient tout d'abord de réfléchir un peu plus à la situation socio-politique de l'Union européenne, afin qu'il soit clair que cette entité politique n'est pas constructive.

Car à quoi sert l'entité politique connue sous le nom de l'UE, sinon à l'organisation des êtres humains, enracinées dans les peuples, au sens d'intérêts lobbycratique ?

**A mon avis,
nous sommes confrontés au problème suivant.**

En Europe, en des plans économique, politique et sociale, la masse de la population des peuples est confrontée à une situation où il existe une élite de fonction qui, en raisons diverses, s'identifie à l'Union européenne lobbycratique.

Quelles sont les raisons de cette identification ?

Eh bien, avant tout,

celles-ci montrent une nature égoïste, donc opportuniste.

Par exemple pour faire carrière, ou/et par la folie des grandeurs,

ou, par exemple, en songeant le « rêve de Charlemagne », jadis réalisé pour quelques années à la manière sanglante.

* * *

Un regard désinvolte sur certains éléments de l'histoire associés à ce qui se passe aujourd'hui.

Charlemagne (742-814), personnage de marque de l'histoire, qui, entre autres, a accompli le système féodal européen pour réaliser son rêve de rétablir l'Empire romain.⁵

⁵ D'ailleurs, cette intention est prouvée par le sceau qu'il a laissé faire produire après son couronnement d'empereur en l'an 800 : « Renovatio Romani Imperii ». Jusqu'à cette date, ce titre était réservé à l'empereur romain d'Orient.

La cérémonie de ce couronnement, qui a eu lieu le 25 décembre 800 en l'église Saint-Pierre de Rome, s'est déroulée dans des conditions quelque peu mystérieuses, car, le fait que le pape de l'époque ait placé la couronne sur la tête de Charlemagne, s'est produit à son insu, parce qu'à cause de son caractère, il l'aurait mis sur lui-même. Mais c'était le moment où Charlemagne pria que ce pape lui mette la couronne, accompagnée de paroles onctueuses, pour donner à la papauté l'autorité de couronner un roi à empereur dans le futur —en relation avec son onction par le pape.

(__Une procédure, d'ailleurs, qui n'était pas nécessaire à l'époque mérovingienne, puisque les mérovingiens étaient considérés par nature comme « saints », ce qui posait un problème fondamental pour le clergé et tous les autres adeptes séculiers avides de pouvoir, de sorte qu'après l'abolition du règne des rois prêtres mérovingiens, l'ancien moyen romain pour transférer le pouvoir, à savoir « oindre », devait servir comme un moyen pour l'onction du personnage qui était ainsi considéré le chef suprême du pouvoir absolu en monde dans le temps du féodalisme européen.__)

Parce que par ladite cérémonie visait à donner à la papauté une position décisive, puisque n'était pas seulement Charlemagne qui savait que le pape était complètement dépendant du pouvoir séculier, mais aussi le clergé le savait. Et bien que l'indépendance

du pape était toujours une chose fictive, aussi Charlemagne sait, comme déjà Constantin le Grand et Clovis I^{er}, que le facteur religieux monothéiste est essentiel pour la construction politique d'un empire, mais, du point de vue du pouvoir séculier, le pape devait savoir qu'il dépende de la puissance du monde. De son côté la papauté a poursuivi la politique d'accentuer son pouvoir (*__fictif__*) en revendiquant l'exécution de la cérémonie du couronnement impérial, documentant ainsi que la souveraineté sur l'empire appartenait finalement au pape. — La soi-disant « Donation Constantinienne », qui n'était pas encore reconnue comme un faux à l'époque, servait à cette fin, pour participer à l'exercice séculier du pouvoir.

D'ailleurs, aujourd'hui,

comme chacun le sait, le pouvoir séculier n'est plus déterminé par l'une des anciennes religions monothéistes qui sont autrefois devenues des religions d'État, parce que la religion séculière dominante, appelée néo-libéralisme, a, pour le même but, transféré ce pouvoir (*__fictif__*) aux « marchés », c'est-à-dire au marché financier avec sa « main invisible », qui fut autrefois forgé par Adam Smith (*__bien qu'à son époque il ne l'ait fait qu'avec un certain humour, pour ainsi dire, comme un petit coup porté contre les prédicateurs de la vraie foi qui peuplaient les coins des rues à cette époque__*), alors que pour les grands prêtres du néo-libéralisme la « main invisible » mystérieuse est un de leurs moyens décisifs de pouvoir — ou ne nous disent-ils pas que c'est le marché qui juge tout lui-même ? ... Par exemple à travers « l'Agenda 2010 », qui est

censé avoir été écrit par cette « main invisible » afin de « réformer » le marché du travail allemand selon les idées des grands prêtres du néo-libéralisme, à savoir les « marchés ». Cet important projet séculier-religieux du néo-libéralisme est actuellement mis en œuvre dans « l'Empire de la paix » entier.

Fin du regard désinvolte sur certains éléments de l'histoire associés à ce qui se passe aujourd'hui.

* * *

En réalité,

ces raisons égoïstes servent naturellement l'élite fonctionnelle de l'UE elle-même

(__qui se compose de spin doctors, de politiciens conformistes dans des partis de toutes les couleurs politiques, de journalistes conformistes, d'acteurs culturels privés ou publics conformistes, de dirigeants syndicaux conformistes, etc.__),

et d'abord et avant tout les intérêts des élites du pouvoir de l'UE. Afin de garantir les intérêts néo-libéraux, ladite élite de fonction occupe toutes les plus hautes positions dans l'administration, aux différents niveaux politiques nationaux et européens, dans les médias nationaux et européens, ainsi que dans les « réseaux d'idées » nationaux et européens avec leurs différents groupes de réflexion (__parfois nommés des « think tanks »__) et conseillers gouvernementaux (__certains les appellent aussi « les doreurs d'image de la lobbycratie »__) et aussi dans le monde culturel national et européen.

Il va sans dire qu'il va sans dire que tous les membres de l'élite de fonctionnaire de l'UE croient aux dogmes de la religion séculière du néo-libéralisme.

De quoi s'agit-il de néo-libéralisme ?

En un mot, c'est qu'un mode de pilotage pour diriger toute une société humaine au profit des intérêts particuliers. Ce n'est rien de spécial au début, parce que de la même manière aussi toutes les religions monothéistes dirigent une société humaine au profit des intérêts particuliers. Le point commun est ici, qu'il faut ancrer les idées de la doctrine respective dans les cerveaux de la masse des membres d'une société humaine pour diriger la société dans la direction souhaitée, c.-à-d. toujours au profit des intérêts particuliers, qui sont, bien sûr, les intérêts-là de l'élite de pouvoir et de ses satellites (mentionnés déjà et nommés au-dessus comme « l'élite de fonction »).

Mais, tandis que les membres du clergé des religions monothéistes respectives réalisent un tel ancrage par ses dogmes de ses doctrines « spirituelles » respectives

(*du reste au profit des intérêts séculiers*),

par contre, les grands-prêtres et les grandes-prêtresses

(car l'idéologie néo-libérale est une chose épique, ainsi, par ex., Madame Merkel est une des grandes-prêtresse de cette idéologie [*bien préparée par sa fonction dans le système stalinien de l'ex-RDA*] et, d'ailleurs, la fondatrice du « merkelisme », d'où le « schäubleisme » est une de ses expressions, donc, elle, est la propagandiste majeure de l'austérité au cadre de la politique de l'UE),

réalisent ladite ancrage par l'application de lois et des règlements conformes au marché par le biais des gouvernements, des administrations locales et provinciales et des parlements des pays membres de l'UE, et, bien sûr, par l'administration de l'UE même qui, elle, fonctionne en relation directe avec des gouvernements néo-libérales des pays membres de l'UE — donc, vous ne devriez pas être irrité par des pseudo-combats.

En un mot, le néo-libéralisme fonctionne du mode suivant :

« Les politiques gouvernementales ne prennent pas d'influence sur les « conditions du marché », mais

exclusivement

sur les conditions sociales, ainsi un comportement permanent

« conforme à des besoins du marché »

est généré dans la population. ».⁶

Quoi qu'il en soit,

ladite élite de fonction qui,

par conséquence,

⁶ Cette citation se trouve dans mon livre en allemand : « Die *tri*_logische Sezierung des lobbykratischen Zeitalters » (le titre en français : « La dissection *tri*_logique de l'âge lobbyocratique »), volume I, 2^{ème} tirage révisé et augmenté, éditions EndemannVerlag, Muelheim-sur-Ruhr, juin 2016 / avril 2018, le sous-bande 1, chapitre 1 : « Erläuterung des Begriffs des Neoliberalismus » (le titre de ce chapitre en français : « Explication du concept de 'néolibéralisme' »), p.59.

est hors sol, donc déconnectée de la masse de la population de l'UE,

a souci de manipuler en permanence la population de l'UE vers des intérêts particuliers de son élite de pouvoir conduite par l'hégémon allemand qui est assisté par le gouvernement français et par l'administration de l'UE.

Sous le prétexte d'un soi-disant sens des responsabilités envers la « démocratie » ...

Mais comment devrait-il être possible de tenter plus de démocratie sous des conditions lobbycratiques?

... Ou, pour utiliser une phrase très populaire dans les cercles élitaires de l'UE, qui est prononcée de même manière du prétexte d'un soi-disant sens des responsabilités envers l'environnement:

« nous devons sauver 'notre' planète »,

(ou en utilisant des phrases similaires),

cette manipulation est assurée par des médias idéologiquement conformistes et par l'affirmation qu'il n'y avait pas d'alternative à la politique néo-libérale pratiquée,

donc,

quiconque prétend le contraire serait un populiste.

D'une part, les taxes pour les riches sont en train d'être supprimées et le budget militaire élargi, tandis que, et au lieu de veiller à ce que les salaires augmentent parallèlement à la croissance de la productivité, les dépenses consacrées à l'éducation, à la santé, aux transports publics et infrastructures sont de plus en plus limitées, au lieu d'investir dans desdits secteurs sociétales.

Alors, que penser de cette élite bavarde incorrigible,

qui, par exemple ne sait rien de mode de fonction de la base matérielle de toute société, qu'est prouvé par son discours et ses actions, qu'en conséquence elle ne comprend rien des liens et du fonctionnement d'une économie nationale ou les interactions des économies nationales dans une union monétaire?

Bien sûr, ladite union sait d'affecter

(__dans une certaine mesure__)

les peuples de l'Europe par son élite de fonction dont les membres peuplent les organisations diverses, par exemple

__tous__

les partis politiques des parlements nationales des pays membres de ladite union, les syndicats et les soi-disante organisations non gouvernementales (__ONG__) etc.

Par conséquent, donc de même, toutes ces organisations fonctionnent d'après les directives de l'idéologie néo-libérale.

De cette manière, toutefois, il n'est pas possible de tisser une relation constructive entre des membres de l'élite de ladite union lobbyratique et la masse de la population des peuples parquée dans une union qui montre de plus en plus de caractéristiques d'une camisole de force.

Pour comprendre ce que passe, tout ce que vous avez à faire est de penser à ce qui est arrivé aux référendums ces dernières années : toujours le contraire des résultats des référendums, soit par des crampes électorales.

Par exemple lorsqu'un parti prétendument de gauche forme une coalition gouvernementale avec un parti prétendument progressiste, c'est-à-dire des partis politiques tam-tam.

(__La même chose, mais avec des signes différents, s'applique aux partis de droite, puisque la clientèle des administrés néo-libérales est différente.__)

Ainsi, l'une des pires attaques contre les droits sociaux acquis n'a pas seulement été perpétrée par un gouvernement rouge-vert en Allemagne, mais a même été mise en œuvre avec succès en politique : voir « l'Agenda 2010 », car qui aurait pu s'y opposer ? Seulement la population elle-même, mais elle dormait parce que l'élite, utilisant ses dogmes néo-libéraux, la maintenant sous sédatifs.

Tous les résultats des référendums ou des crampes électorales dirigés contre les politiques néo-libérales étaient une instruction explicite aux politiciens de changer leurs politiques immédiatement et radicalement. Au lieu de cela, les dirigeants politiques ont non seulement ignoré ces résultats, mais ont même fait avancer leurs politiques. Cela montre à quel point cette élite est loin des intérêts des gens ordinaires. Et cela montre aussi que cette élite ne pense même pas à renoncer à ses objectifs.

Donc la question:

« Pourquoi voulons-nous des gouvernements? Nous les voulons parce qu'ils peuvent faire des choses qui améliorent notre bien-être et qu'il nous est impossible de réaliser en tant qu'individus. »⁷

Mais qu'en est-il des gouvernements qui ne peuvent que nous dire que nous pourrions améliorer notre situation personnelle à « long terme », même s'il n'y a qu'une série des courts termes dans chaque économie ? Et ces gouvernements néo-libéraux, par exemple, comment « savent-ils de sauver la planète », si quasiment tout le monde ne peut pas faire la dépense des biens produits de manière durable, parce qu'ils coûtent plus cher que des biens produits de manière non durable ?

⁷ Bill Mitchell probablement d'après Spinoza. Concernant Bill Mitchell voir ci-dessous.

Puisqu'il n'est donc pas possible de tisser une relation constructive entre des membres de l'élite de ladite union lobbycratique et la masse de la population des peuples, les spin doctors du milieu néo-libéral considèrent la situation comme suit : pour poursuivre l'orientation souhaitée, donc néo-libérale, il est nécessaire de tisser une « relation de contrainte » — et seulement alors, s'il n'y a pas d'autre moyen, donc pour compenser et connecté avec un grand impact publicitaire, il faut apporter de soulagement optique à la foule, par exemple de jeter un peu de sucre aux pieds des gens.

Ils sont des projets comme *l'Agenda 2010 allemand* qui servent également à appliquer cette politique dans les autres pays membres de l'UE.

(*Après ayant commencé avec cette expérience sociale à grande échelle dans l'Allemagne, ils ont continué avec cette politique d'arrimer collectivement la population d'une société en Grèce en année 2010. Le résultat est dévastateur là : La Grèce a perdu 30% de sa production économique à la suite de ce que l'on a appelé les réformes et ses niveaux de développement économiquement et socialement ont fortement reculé.*)

Et maintenant, on pense que cet exemple peut être répété en Italie, avec l'aide du marché financier privé.

Alors même que s'il s'agit d'une politique absurde, voire en France, par exemple le gouvernement Valls 2 (*d'août 2014 à décembre 2016*) n'a plus cessé d'appliquer à grande échelle cette politique destructrice sur les plans social et économique, en tirant parti de l'état d'urgence

(*de novembre 2015 à fin octobre 2017*),

ce qui signifie que l'Assemblée nationale a été court-circuité, et malgré que les grèves et manifestations contre cette soi-disante Loi Travail, qui ont été soutenues par toutes les couches sociales pendant des mois, finalement cette loi,

également connue sous le nom de Loi El Khomri,

a été ordonnée à la mi-2016.

Incidentement, la nouvelle loi antiterroriste en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2017

(avec la mise en place de laquelle l'état d'urgence a été levé),

est, en réalité, la perpétuation de « l'état d'urgence ».

Au fait,

M. Macron était ministre des Affaires économiques au gouvernement Valls 2, ce qui signifie que la nouvelle loi sur le travail appliquée en juin 2016, porte son sceau et, après être devenu le président de la France en mai 2017, ce « nouveau code du travail » a été appliqué pour la première fois directement contre la masse des travailleurs de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) en mars 2018,

en guise de prélude des nouvelles attaques contre les conquêtes sociales.

Pratiquées par ladite élite, ce sont celles politiques-là,

qui conduisent à l'élimination des intérêts
d'une grande partie de la population,

qui ont donné vie au mouvement des Gilets Jaunes avec sa première manifestation dans toute la France le 17 novembre 2018.

Peut-il être surprenant que le mouvement des Gilets Jaunes ne veuille rien à voir avec ces partis et ces syndicats — qui sont situés évidemment de l'autre côté de la barrière?

C'est précisément là que réside la puissance potentielle et les possibilités potentielles de ce mouvement, qu'aucun de ceux néo-libéraux-là n'avait à l'écran.

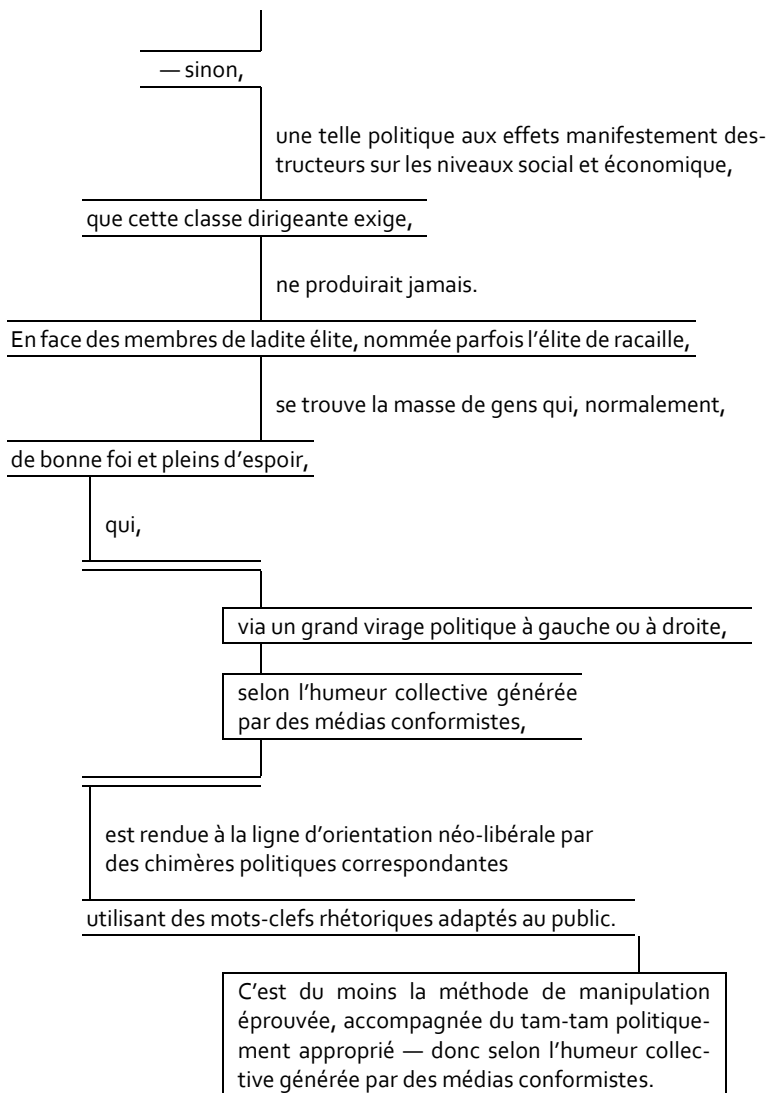
Il est ce mouvement des Gilets Jaunes qui est la première action véritable d'un peuple à soi-même contre cette politique néo-libérale.

Quelle est l'idée derrière cette politique, encore?

Eh bien, sa mise en œuvre a pour but de forcer la masse de la population à s'adapter aux besoins du marché, mais d'une manière que ne laisse-elle rien plus d'autre que de fonctionner dans le sens de l'idéologie de l'UE.

En conséquence,

une classe dirigeante a se développé,
qui ne peut manquer de cruauté



Non seulement cette sorte de manipulation,
au sens de l'idéologie néo-libérale,
est pour cette raison si facile,
puisque ses idéologues ont une théorie bien développée,
m a i s
c'est également du fait que la doctrine néo-libérale n'est pas
venue inconditionnellement à l'espèce humaine
(_pour ainsi dire comme une visite tricarde soigneu-
sément planifiée par une puissance sinistre_),
m a i s parce que
la majorité des citoyens des pays membres néo-li-
béraux de l'UE est depuis longtemps psychologi-
quement conditionnée envers des besoins du mar-
ché, c.-à-d. aux besoins des grands acteurs du mar-
ché, donc au détriment de leurs propres intérêts.

Par conséquent et en raison que

*l'élite de pouvoir de ladite lobbycratie et ses responsables
politiques, de même que son élite de fonction, ont eu assez
bien de temps de changer la fausse l'orientation de l'UE,
et en raison, par ex., qu'il était une erreur de concentrer le*

problème, ,par exemple, sur une augmentation du Smic seulement, parce que ce n'est qu'une partie du problème, il faut véritablement créer un nouveau cadre socio-économique, car les politiques responsables n'est pas seulement mal construit le cadre existant de l'Union monétaire européenne (___l'UME___), mais ils le veulent voire conserver, parce que l'UME existante donne réellement des avantages à certaines personnes. Par conséquent, il n'y a qu'une seule solution constructive au ledit cadre, c'est-à-dire toutes les questions économiques (___donc aussi sociales___) ne peuvent être résolues que,

par exemple pour la France,

dans le cadre d'un Frexit, s'il serait souhaitable que d'autres pays adhèrent à un tel développement, afin qu'une nouvelle union démocratique puisse être constituée avec des fonctions administratives modernes, mais, de même, laisser assez bien de liberté et souveraineté aux pays membres d'une telle union nouvelle —

donc sans recours aux idées de l'idéologie néo-libérale.

Quelques questions concernant l'UME et le Frexit.

Qui profite le plus à l'UME ?

L'UME est particulièrement utile pour les exportations allemandes. Sans la mauvaise construction de l'UME, l'économie exportatrice allemande ne générerait pas un tel excédent d'exportation en permanence. Cela signifie que les produits d'exportation allemands sont environ 20% moins chers que des produits français. La raison principale en est la mauvaise construction de l'UME, mais ne pas une mauvaise productivité française par rapport à celle de l'Allemagne, car la productivité respective de ces deux pays est égale.

En d'autres termes, la France perd, bien que ce soit le seul pays qui a gardé les règles de l'union monétaire mal construite.

C'est inacceptable.

Donc, la première erreur grave de l'UME est sa construction défectueuse qui sert seulement à un des secteurs de l'économie allemande, car cette mauvaise construction ne sert rien à l'économie domestique allemande.

Si vous ne vous occupez pas de ce problème, vous ne savez pas comment trouver un moyen pour une solution constructive de la misère des peuples européens, car cette misère à voir exclusivement avec ce défaut de conception de l'UME.

Mais en raison que l'élite de fonctionne de l'UE veut
voire conserver l'état gravement défectueux de l'UME,

il n'y a pas d'autre option que le Frexit —

pour résoudre constructivement le dilemme des peuples européens.

Tout le reste ne mène qu'à l'infirmité des peuples et au militarisme
au service des intérêts de l'élite du pouvoir et de ses satellites.

En d'autres termes,

la construction défectueuse de l'UME n'est pas seule-
ment mauvaise pour les autres membres de l'union mo-
nétaire, mais également pour la société allemande elle-
même : les infrastructures sont mauvaises (*des routes
et des ponts, par exemple*), le système éducatif est
mauvais, le système de santé est mauvais et le système
de transport public est catastrophique.

Tout cela précisément pour coller sur
le front le titre: « Champion du monde
des exportations excédentaires » ?

Quel objectif stupide.

Est-ce que cela doit être seulement et uniquement une
expression de stupidité? Certainement ça aussi. Mais,
de même, c'est aussi une expression de ce que j'appelle
le néo-wilhelminisme. C'est une attitude qui s'est pro-
gressivement développée depuis la fin de la guerre
froide, lorsque l'élite allemande et ses satellites ont re-
trouvé une certaine souveraineté et que, désormais, ce
développement s'accélère de plus en plus.

Une dévaluation du nouveau franc est-elle nécessaire après le Frexit ?

Le nouveau franc se déprécierait d'environ 20% par rapport à l'Allemagne. C'est important car cela rétablit la compétitivité de l'économie française.

N'oubliez pas que les salaires en France ne sont pas trop élevés, mais que les salaires en Allemagne sont trop bas.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, cela résulte de la conception erronée de l'UEM.

Donc, ladite dévaluation serait très bonne pour les exportations françaises.

Certes, les importations seraient alors plus chères, mais, de même, cela renforcerait l'économie réelle française.

Ce serait l'Allemagne qui perdrait le plus si l'euro s'effondrait.

Cela est très clair :

celui qui gagne principalement son argent grâce aux dettes des autres perd le plus,

car :

que signifie autrement l'excédent d'exportation que des dettes des autres partenaires commerciaux?

Crucial est une banque centrale distincte

qui est au côté du nouveau gouvernement, avec des ministres experts.

Ce sont donc des ministres qui savent vraiment comment fonctionne l'économie et qui pensent en termes de bien commun, c'est-à-dire qu'ils n'ont rien à voir avec l'idéologie néo-libérale

et

qui savent qu'est l'argent.

Qu'est-ce que c'est l'argent ?

Il est vrai que « l'argent » est à la fois une réserve de valeur et un moyen de paiement. Autrement dit,

tout peut être « l'argent »,

à condition qu'un autre accepte que, par exemple je lui paye ses réclamations sous la forme que j'ai définie comme « l'argent ». Mais, en réalité, cela limite mes options immédiatement. Car si l'autre n'est pas un philanthrope,

il veut que je lui paye mes dettes sous une forme généralement reconnue comme « l'argent ».

Cela signifie toutefois que,

pour régler des dettes contractées par une personne, une chose n'est alors acceptée comme moyen de paiement que s'elle est généralement acceptée comme « l'argent ».

Mais ce qui compte comme moyen de paiement généralement accepté,

donc « l'argent »,

est le moyen par lequel tout le monde doit payer ses impôts.

Autrement dit,

un moyen de paiement est alors « l'argent », si « il est accepté par une institution d'État comme un moyen de paiement »⁸.

Cela montre clairement que dans un pays donné, la monnaie de ce pays est toujours considérée comme « l'argent » —

à condition que ce pays soit souverain.

⁸ Cf. Georg Friedrich Knapp, *Staatliche Theorie des Geldes* (non paru en français, le titre serait : « Théorie étatique de la monnaie »), édité par la « Georg-Friedrich-Knapp-Gesellschaft für politische Ökonomie e.V. », avec une entrée en matière de Paul Steinhardt, Makroskop Mediengesellschaft mbH, Wiesbaden, 2018, p. 86, vous y trouverez la citation exacte : « [...] Zum staatlichen Geldsystem gehören [...] alle Zahlungsmittel, mit denen man Zahlungen an den Staat leisten kann. [...] ». (« Le système monétaire de [...] l'État comprend tous les moyens de paiement avec lesquels on peut effectuer des paiements à l'État. ») L'œuvre de Knapp a été publiée pour la première fois en 1905 chez les éditions Duncker & Humblot, Leipzig. — Il y a un fichier PDF sur Internet avec la traduction anglaise du travail de Knapp, qui a été initié par John Maynard Keynes : <https://socialsciences.mcmaster.ca/~econ/ugcm/3ll3/knapp/StateTheoryMoney.pdf> (Ce lien a été vérifié le 7 janvier 2019.)

Il s'ensuit que c'est l'État qui délivre les moyens de paiement qu'il reconnaît comme « l'argent ».

C'est la raison parce qu'un État ne peut jamais faire faillite, puisqu'il émet de l'argent lui-même.

Dans une union monétaire,

toutefois,

un État n'est plus souverain,

qui n'est aucun problème s'il est membre d'une union monétaire correctement construite

e t

si la banque centrale de cette union monétaire s'acquitte correctement de ses tâches.

Toutefois,

cela n'est vrai ni de l'UME ni de la Banque centrale européenne (__BCE__).

La monnaie est émise par la banque centrale d'un État. Une banque centrale est donc aussi une institution d'État.

Mais,

et contrairement au pouvoir législatif,

une institution d'État pouvant fournir à tout moment les ressources financières dont un État a besoin pour s'acquitter de ses tâches, doit faire partie d'un gouvernement — à condition que l'État représente *vraiment* la population.

Parce que, et contrairement à la masse de la population, les riches ont toutes les opportunités dont ils ont besoin pour leurs buts et intérêts, ils ont même des gouvernements entiers à leur disposition, parce que ce sont généralement eux qui déterminent l'orientation d'un État, car : où encore il faudrait chercher l'élite du pouvoir d'un pays, sinon parmi eux?

Donc, si l'élite au pouvoir dispose de tous les moyens qu'un État investit en sa faveur, par exemple pour fortifier les forces militaires, puisque cette élite a l'idée qu'il serait avantageux pour elle d'avoir accès à la richesse d'autres pays et pour cette raison d'y envoyer des soldats, ou, en raison que son gouvernement

(*donc le gouvernement de ladite élite*)

adopte des lois qui vont à l'encontre des intérêts de la masse de la population, de sorte que la police ou même des soldats soient milités contre la population propre, par peur que la population de son État puisse se retourner contre elle — pour donner seulement deux exemples qui visent à prouver

que les intérêts d'une élite de pouvoir, et donc les intérêts d'un État

(puis nommés la « raison d'État »),

si, comme d'habitude, il est entre les mains de cette élite de pouvoir par ses satellites (en politique, en science des spin doctors et en médias conformistes), différent de ceux de la masse de la population.

On peut le constater facilement, par exemple, à partir du fait suivant :

il n'y a aucun exemple dans l'histoire qu'un État véritablement démocratique,

donc sans un groupe différent (c'est-à-dire une élite de pouvoir) qui gouverne de manière opaque,

aurait intérêt à faire des raids dans d'autres pays, car les citoyens ordinaires sont traditionnellement pacifiques. C'est toujours l'élite au pouvoir d'un pays, cruelle par tradition

(autrement il n'y avait aucune élite de pouvoir, d'ailleurs),

qui veut voir ses intérêts renforcés. À cette fin, ils ont leurs créateurs d'opinion qui cuisiner l'opinion publique au profit de ladite élite. Parce que sans la masse de la population, l'élite de pouvoir n'avait jamais d'elle-même la « masse » nécessaire pour défendre ses intérêts. Donc il faut manipuler la population assez tôt dans l'intérêt de cette élite, de manière que la masse de la population

croira, par exemple, qu'elle est attaquée par un « agresseur », comme, par exemple, c'était le cas avant la Grande Guerre : tout le monde dans tous les pays d'Europe pensait que « son » pays (*— donc le pays de l'élite respective —*) aura été attaqué.

— Et quand je dis cela, je ne nie pas le rôle agressif que l'Allemagne wilhelministe y a joué. —

Par conséquent, l'une des premières choses que l'on doit faire lorsqu'on a l'intention de structurer avec succès sa propre société dans l'intérêt commun, est de démonter la machine propagandiste de l'élite au pouvoir. Cela ne constituerait d'ailleurs pas une violation de la liberté d'expression car, d'une part, la liberté d'expression est personnelle et n'appartient à aucun média en tant que tel et, d'autre part, il est crucial pour une société démocratique que chacun puisse se former sa propre opinion. C'est pourquoi ce processus de formation d'opinions ne doit être ni déterminé ni détraqué par des manipulateurs de pouvoir.⁹

Parce que, bien sûr, les journalistes devraient informer la population, mais pas dans le sens d'intérêts particuliers. Car les faiseurs d'opinion de l'élite de pouvoir l'appelleraient immédiatement « populiste » si quelqu'un avait l'idée d'organiser du bien commun une société *a v e c* la masse de la population et, bien sûr, dans sa propre intérêt, c'est-à-dire pas dans l'intérêt du pouvoir.

⁹ Voir aussi Simone Weil, « L'enracinement », Librairie Gallimard, 1949, p. 39 et suivantes.

Ou est-ce qu'une infrastructure intacte, un bon système d'éducation pour tous, un bon système de santé pour tous, un système de transport public effectif, ou que les gens seraient bien éduqués et qu'ils n'aient aucune angoisse existentielle pour être socialement responsables et sensibles aux besoins des autres, en bref, celles choses-ci, et bien des autres encore, ne constituent-ils pas une condition préalable à la prospérité d'une société et donc de son économie de même?

C'est l'une des bonnes raisons de le répéter:

contrairement au pouvoir législatif,

une institution d'État pouvant fournir à tout moment les ressources financières dont un État a besoin pour s'acquitter de ses tâches, doit faire partie d'un gouvernement —

à condition que l'État représente *_vraiment_* la population.

Dans ces conditions,

l'utilisation des ressources existantes serait déterminée conjointement, par exemple pour de bonnes infrastructures, un bon système de santé, une bonne éducation, de bons transports publics, etc., afin que la société dans son ensemble (*_et donc aussi son économie_*) puisse bien s'évoluer.

D'autre part,

aucun acte terroriste ne serait organisé pour maintenir les gens dans une peur constante (*__pour qu'ils acceptent tout et croient même que s'ils restaient fidèles à l'élite de pouvoir, ils n'auraient rien à craindre__*), et aucune guerre ne serait menée pour piller des autres sociétés humaines —

surtout

que les guerres ne sont qu'un grand acte de terrorisme de l'élite de pouvoir (*__de l'État où vit la population en régime de semi-liberté__*) contre sa propre population.

Alors : une société sans une armée?

Suis-je un utopiste?

Non, mais une armée qui n'a que des armes structurellement défensives.

Pourquoi les scientifiques ne pourraient-ils pas développer quelque chose comme ça?

Il faut le répéter:

parce que c'est l'État qui émet les moyens de paiement qu'il reconnaît comme « l'argent » et parce qu'il émet lui-même de l'argent, un État ne peut jamais faire faillite — s'il est souverain.

D'après cela, peut-on constater de même :

tandis qu'une banque centrale, dans sa qualité d'être une institution de l'État, ne peut pas faire faillite ni être privée de la licence pour financer un pays, une

banque privée peut facilement faire faillite et peut très bien être privée de sa licence bancaire.

Par exemple, au cas où elle n'accepte pas les règles qui s'appliquent dans votre pays.

Mais, si l'État, via son institution de la banque centrale (par ex. la Banque de France) émet l'argent, il ne peut pas dépendre de la perception des impôts pour couvrir ses dépenses, donc il doit y avoir une autre raison pour la perception des impôts :

« En fait, le gouvernement ne prélève que ce qu'il a déjà dépensé. »¹⁰

Si l'Etat émet lui-même cette monnaie, la raison pour laquelle l'impôt est prélevé ne peut être que pour recouvrer par voie fiscale « l'argent » précédemment émis par l'Etat. L'une des principales raisons en est que l'argent frais n'est pas constamment émis en plus de l'argent déjà émis, car cela augmente constamment la quantité d'argent en circulation, ce qui provoquerait une hyperinflation. Donc, si le gouvernement ne prélevait pas d'impôts, il y aurait une hyperinflation permanente.¹¹

¹⁰ Bill Mitchell dans un entretien, voir annotation dans la note en bas de page n° 12 de la page prochaine.

¹¹ La deuxième possibilité qui peut déclencher une inflation non désirée est, soit dit en passant, le non-respect de la *Règle d'or des salaires*, lorsque les augmentations salariales sont constamment bien supérieures à la norme. Toutefois, cela ne conduit pas à une hyperinflation, mais à une inflation supérieure au niveau nécessaire. D'autant plus que la banque centrale peut prendre des contre-mesures en relevant les taux d'intérêt. La signification de la *Règle d'or des salaires* sera expliquée plus loin dans le texte.

De toute évidence, la question des impôts va exactement dans la direction opposée à ce que nous pensons normalement :

Les impôts sont utilisés pour récupérer et détruire l'argent précédemment émis par l'État en éliminant les fonds transférés par les administrés à l'administration fiscale.

Pour comprendre cette connexion entre l'émission de la monnaie et le recouvrement de l'impôt, c'est-à-dire de comprendre l'impôt comme « reflux de l'argent émit », ou l'impôt comme partie de la recirculation de l'argent dans le processus de circulation de l'argent, qui semble irritant au premier abord, il peut être utile de lire l'entretien avec l'un des fondateurs de la Théorie Monétaire Moderne (___MMT___).¹²

Incidentement, le MMT n'est pas une théorie qui cherche à expliquer le fonctionnement de notre système monétaire par un raisonnement idéologique, mais bien la théorisation du système monétaire en tant que tel.

Du reste,

On dit souvent que le MMT remonte à John Maynard Keynes, c'est vrai, mais en réalité, il trouve son origine dans Georg Friedrich Knapp, parce que Keynes lui-même fait référence à lui, mais il n'a pas toujours mentionné son nom. — En passant, ce fût Keynes qui a déjà laissé faire traduire l'œuvre de Knapp en anglais.

¹² Voir l'annotation et le lien correspondant vers un fichier PDF de cette traduction anglaise dans la note en bas de page prochaine. Cf. à ce sujet aussi la page de blog de Bill Mitchell : « Modern Monetary Theory Macroeconomic research, teaching and advocacy » :

<http://bilbo.economicoutlook.net/blog/>.

Mais si un gouvernement n'est pas tenu de prélever des impôts ou de prêter de l'argent sur le marché financier pour s'acquitter de ses tâches, il convient d'ignorer le problème de la dette et les réclamations des agences de rating, car :

« Les succès budgétaires ne doivent jamais être un objectif politique. »

« Le gouvernement doit se fixer des objectifs réels. »

« J'entends par là les objectifs qui contribuent à une croissance durable en présence de plein emploi. »¹³

Cependant, il faut payer un salaire au sens de la Règle d'or des salaires.

La signification de la Règle d'or des salaires sera expliquée plus loin dans le texte. Incidemment, cette règle est en effet cruciale dans une union monétaire, en contraste total avec le prétendu « frein à l'endettement », qui est l'expression de faux objectifs politiques, donc néo-libéraux.

¹³ Le passage de citation se trouve dans un entretien entre Winston Gee et Bill Mitchell. Vous pouvez venir à cet entretien via le lien suivant : <http://hir.harvard.edu/article/?a=2853>.

Il y a aussi une traduction en allemand de cet entretien (comme fichier PDF), où vous pouvez venir via le lien suivant :

<https://netzcolumnist.com/wp-content/uploads/2018/12/Schulden-Defizite-und-MMT.pdf> .

« Pourquoi voulons-nous des gouvernements? »

« Nous les voulons parce qu'ils peuvent faire des choses qui améliorent notre bien-être, qu'il nous est impossible de réaliser en tant qu'individus. »

« [...] Dans ce contexte, il est clair que les politiques doivent veiller à ce qu'il y ait suffisamment d'emplois, à éliminer la pauvreté, aux soins de santé et de système d'éducation publique en première qualité, permettant aux personnes moins riches pour améliorer leur situation etc. D'un point de vue macro-économique, les politiques de dépense et de fiscalité devraient être telles que les dépenses globales de l'économie soient suffisantes de sorte que la production réelle atteigne le niveau auquel les entreprises commencent d'embaucher la main-d'œuvre disponible. »¹⁴

Il convient de le répéter : les entreprises doivent payer des salaires basés sur la Règle d'or des salaires. Comme déjà écrit, la signification de la Règle d'or des salaires sera expliquée plus loin dans le texte.

« C'est l'objectif politique, et selon *cet* objectif on doit gérer le budget public. Cela ne signifie pas que les déficits budgétaires n'auraient aucune importance. Cependant, le point essentiel est que le risque de déficit budgétaire n'est pas une faillite mais l'inflation. Mais il faut souligner que l'inflation est le risque de toutes les dépenses excessives, qu'il s'agisse des investissements, de la consommation, des exportations ou des dépenses publiques. Toute composante de la demande

¹⁴ Pour la source de ce passage de citation, voir la note en bas de page précédente.

globale pourrait conduire l'économie au point de générer de l'inflation. Donc, des dépenses excessives du gouvernement ne sont pas fondamentalement à blâmer. En résumé, nous pouvons exprimer clairement notre conviction comme suit : les déficits budgétaires peuvent être aussi déraisonnablement élevés que trop faibles. En conséquence, le gouvernement doit veiller à respecter le niveau requis pour utiliser toutes les capacités de production disponibles. »[...]»¹⁵

Donc, si les gouvernements néo-libéraux sont incapables de réaliser une politique écrite dans le passage cité, ils doivent être mis à la porte.

À propos : « les politiques doivent veiller à ce qu'il y ait suffisamment d'emplois » :

En outre, les chiffres du chômage en Allemagne sont une chimère, car ils sont en partie des ruses statistiques et, deuxièmement, ils consistent en une exportation du chômage.

En d'autres termes :

¹⁵ Voir la note en bas de page 13 à la page 54.

Incidentement, la raison principale d'une inflation trop élevée est le paiement des salaires, qui dépasse la Règle d'or des salaires. Ce qui conduirait à une hyperinflation permanente a déjà été discuté plus haut (voir page 31, commençant par : « Mais, si l'État, via son institution ... »). Comme nous l'avons déjà écrit, la signification de la Règle d'or des salaires sera expliquée plus loin dans le texte.

Quelqu'un

(__ depuis l'instauration de l'union monétaire __)

qui le trouve politiquement bon que des salaires payés soient inférieurs à la Règle d'or des salaires pour une grande partie de la population active et qui a en outre imposé un soi-disant « l'Agenda 2010 », entre autres pour installer un secteur des bas salaires, de sorte que pas seulement toutes les zones salariales dans son propre pays ont été sous pression depuis 2005

(__ donc avec l'introduction dudit « l'agenda » __),

mais qui a aussi, de cette manière, produit des distorsions dans la concurrence dans la zone de l'union monétaire, car depuis la mise en place de l'UEM, il ne reste plus qu'une seule monnaie, donc il n'y a plus de cours de change, de sorte qu'il puisse offrir ses produits à un prix inférieur de celui des autres; ainsi, en bref, un tel quiconque qui, de cette manière, exporte le chômage vers les états membres de l'union monétaire

(__ de laquelle il fait même partie __),

pose un problème existentiel pour chacune union monétaire.

Mais puisque ce que nous venons de dire n'est acceptable pour aucune union monétaire, il en va de même pour l'UME.

Certainement,

on pourrait effectivement dire que c'était la faute des autres pays membres de l'UME, qu'ils auraient pu augmenter les salaires de la manière dudit quelqu'un, de sorte que leurs salaires soient restés aussi sous ladite Règle d'or des salaires.

Il convient de mentionner brièvement qu'une augmentation salariale qui reste inférieure à la règle du salaire d'or est dommageable à une économie saine, car elle reflète une distribution insuffisante du pouvoir d'achat. D'autre part, il est naturel qu'une économie orientée vers l'exportation, c'est-à-dire une économie dont la structure économique est malsaine, augmente ses propres salaires aux dépens de tous les autres États membres d'une union monétaire, en raison l'augmentation salariale reste constamment inférieure au niveau de la Règle d'or des salaires pour les salariés dans le pays du champion du monde de l'exportation excédentaire. Mais un tel développement inappropriée des salaires est tout aussi dommageable pour un champion du monde de l'exportation excédentaire, même s'il est aussi vrai qu'on ne remarque pas immédiatement que la population et l'économie domestique dudit champion souffrent. Mais

quels que soient les dommages causés à sa propre société, cette stupide politique de pouvoir finira par faire en sorte que personne ne veuille rester dans une union monétaire commune avec cette personne, donc avec son pays.

Mais, on pourrait aussi dire que

c'était une faute grave des autres pays membres de l'UME de former avec ledit quelqu'un une union monétaire.

Parce que c'est précisément ledit quelqu'un,

qui a dit qu'il était absolument nécessaire de respecter la cible d'inflation de 2%.

(À savoir la cible d'inflation de la BCE.)

Mais précisément celle cible-là détermine une part de la Règle d'or des salaires.

En outre,

ledit quelqu'un se plaint également du fait que le développement des prix a été bien supérieure à cette cible d'inflation dans d'autres pays membres de l'UEM (tels que la Grèce).

Mais ce quelqu'un ne remarque même pas,

qu'il lui-même est bien en dessous du but, qu'il avait imposé aux autres.

(__ C'est précisément ce « partenaire » qui, depuis l'introduction de l'UEM, c'est le plus écarté de l'objectif d'inflation convenu de 2% vers le bas que les autres membres de l'UEM ne l'ont fait vers le haut. __)

De cette manière, des distorsions de concurrence se sont manifestées, qui doivent détruire les économies de nombreux États membres et, en fin de compte, également l'euro.

Cependant, ce repère de visée n'est pas appelé « cible » sans raison, puisque cette « cible » doit être atteinte aussi précisément que possible chaque année par chaque État membre de l'UME. Cela est essentiel pour éviter les distorsions de concurrence entre les États membres, qui ont été compensées par des modifications des taux de change avant l'introduction de l'euro. En outre, la BCE ne peut prendre des décisions appropriées en matière de taux d'intérêt pour l'ensemble de l'espace économique de l'UME que si chaque État membre respecte autant que possible cet objectif d'inflation.

Incidentement, c'est la France qui a respecté cet objectif d'inflation depuis le début de l'UME.

En d'autres termes, les salaires ont bien augmenté en France, mais pas en Allemagne.

Toutefois, le fait que cet objectif d'inflation de la BCE (__de 2%__) ait été atteint en France, mais pas en Allemagne, a entraîné une perte de compétitivité de l'économie française car, pour reprendre ce point crucial pour le bon fonctionnement d'une union monétaire : il n'y a plus de soupape pour équilibrer le taux de change entre pays. Cependant, sans une soupape de remplacement appropriée, une union monétaire ne peut fonctionner correctement. — C'est la raison que le maintien de la Règle d'or des salaires est si crucial (__nous reviendrons à cette règle importante__).

* * *

C'est vrai qu'il est avantageux d'être peu endetté à l'étranger

— n'est-ce pas ?

En particulier, s'il s'agit d'un état permanent et si n'a plus une banque centrale à la disposition.

Cependant,

dans le cas du Frexit,

la situation change fondamentalement,

parce qu'il faut se rappeler que le remboursement des créances étrangères est bien entendu basé sur le taux du nouveau franc après le Frexit, car les dettes sont bien sûr payées dans la nouvelle monnaie.

Mais ce n'est pas tous.

En effet,

si on suppose que le nouveau gouvernement est réellement celui du peuple, la situation est bien meilleure :

Car ce sont les gouvernements du système néo-libéral, qui sont responsables de cette dette.

D'ailleurs :

N'est-ce pas les politiciens du lobbycratie qui, avec leurs conseillers de l'idéologie néo-libérale, ont dit

au peuple que l'impôt des sociétés devrait être réduit et l'impôt de solidarité (__ISF__) supprimé, que les banques devraient être sauvées en même temps, qu'en même temps, de réduire les salaires serait une nécessité absolue —

en raison que :

« le marché financier serait indispensable pour tout le système » ?

Ce système, n'est-il pas soutenu par les médias grand public néo-libéraux et par des autres apologistes ?

Toutes les voix sceptiques, voire critiques, n'ont-elles pas été réduites au silence ou qualifiées-les de « populistes » ou qualifiées-les comme ceux, qui ne comprendraient pas la signification grave du « contexte » ? N'ont-ils pas dit que « nous » ne pouvions investir ni dans l'éducation, la santé, un réseau de transports publics bien structuré et efficace, ni dans des réseaux téléphoniques modernes, ni dans des routes et des ponts, etc., parce que nous ne devrions pas le faire à cause du « frein à l'endettement » idéologique, parce que nous devrions d'abord économiser (*__pour avoir suffisamment de fonds__*), donc nous ne pourrions investir « que plus tard » — pour « notre » responsabilité envers la « prochaine génération de jeunes » ?

« Mais, l'État, via son institution de la banque centrale [*__par ex. la banque centrale française nouvelle__*] émit l'argent. »

Et le peuple ?

Eh bien, les gens ont cru ce que les dames et les messieurs de l'élite ont dit, parce qu'il y a une rumeur selon laquelle ils sont tous bien éduqués et il y a une autre rumeur selon laquelle ils sont même éclairés et donc ils savent simplement mieux quoi faire que les gens stupides normaux.

Ou sont-ils simplement ceux qui, par leur éloquence, peuvent couvrir le contenu vide de leur enseignement ?

Quoi qu'il en soit,

le nouveau gouvernement n'aurait donc rien à voir avec cette dette-là, à condition que le peuple voudrait qu'on constituerait une nouvelle république.

Toutefois,

les créanciers pourraient se voir proposer de convertir leurs créances en nouvelles obligations, de manière à participer au développement prospère, car, bien entendu, le nouveau gouvernement mettra en place un programme d'investissement à grande échelle, conçu pour que toutes les entreprises du pays en bénéficient, ainsi que les créanciers,

de la sorte, l'ensemble de la population active bénéficie des mêmes avantages, dans la mesure où les conditions de travail impliquent également que les salaires augmentent conformément à la Règle d'or des salaires.

I_ Pour le répéter :

Crucial est une banque centrale distincte

est au côté du nouveau gouvernement, avec des ministres experts.

Il s'agit bien sûr de ministres qui savent vraiment comment fonctionne une économie et qui pensent en termes de bien commun, c'est-à-dire qui n'ont rien à voir avec l'idéologie néo-libérale

et

qui savent ce qu'est réellement l'argent.

(__Nous en avons déjà parlé ci-dessus.__)

Tout le reste est absolument réalisable et soluble dans le bon sens. La chose n'est pas une promenade mais mieux que ce qui est et va venir en tant de rester un membre de cette camisole de force qui constitue l'UE.

Ne vous laissez pas perturber, ne regardez pas envers des marchés.

Les politiciens néo-libéraux font aussi cette erreur. De même les marchés sont regardés également envers la politique.

Par contre, vous devez donner aux marchés des orientations claires, et non l'inverse.

I_ Pour le répéter :

on peut retirer la licence de n'importe quelle banque privée, mais les banques ne peuvent jamais retirer la licence d'une banque centrale.

Ils vont hurler et mettre leurs médias en position, mais vous ne devez pas vous laisser aller à la folie et vous devez savoir ce que vous voulez.

Si toutes les actions politiques

sont menées en toute transparence, si tous les projets politiques sont affichés et expliqués de manière à ce que les gens soient informés de toutes les phases à tout moment, les médias de propagande ne peuvent pas faire grand-chose à ce sujet.

Mais en raison que j'en suis sûr :

Citation :

C'est précisément pour la liberté d'intelligence de l'être humain que la protection contre la suggestion et la propagande et contre l'usage abusif des illusions est une

*condition qu'une opinion personnelle
puisse se développer chez un individu.*

Fin de citation.¹⁶

Si, par conséquent,

les médias de propagande néo-libéraux n'omettent pas de manipuler les masses populaires par la suggestion et la propagande et par la création de délires au profit d'intérêts particuliers puissants, ces médias doivent être détruits. Car le droit à la liberté d'expression est un droit personnel, par exemple le droit d'un journaliste de publier ses recherches, mais la liberté d'expression n'est pas un droit qui appartient aux médias en soit.

Les médias sont des faiseurs d'opinion.

Nous devons donc veiller à ce que chaque être humain puisse se faire sa propre opinion et ne pas la laisser être faite par les créateurs d'opinion.¹⁷

¹⁶ Version libre d'un petit passage de : Simone Weil, *Enracinement — Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, Librairie Gallimard, Paris, 1949, pp. 29-30.

¹⁷ Cf. Simone Weil à l'endroit indiqué.

« Mais le Brexit ! »

Oui, c'est un autre exemple de ce type de manipulation, c'est-à-dire la tentative de manipuler la masse de la population par suggestion et en créant des psychoses de masse. En fait, de nombreuses études visaient à « prouver » que l'économie britannique s'effondrerait si les Britanniques votaient pour le Brexit. En vérité, aucune de ces soi-disant études n'était correcte. Donc, ces soi-disant études ne servent qu'à effrayer les gens, ou en d'autres termes, à leur faire croire qu'ils sont stupides et qu'il vaut donc mieux laisser faire les « grands connaisseurs de la matière » et leurs haut-parleurs.

De cette manière Ils disent, par exemple que

si vous vouliez quitter l'UE, vous devriez d'abord regarder l'Angleterre, qui a déjà « mordu son cul » et dévalué sa monnaie.

Mais cette une argumentation fausse.

S'il est vrai que la livre sterling s'est dépréciée,

mais il s'agissait d'un processus d'ajustement normal, la livre ayant été auparavant surévaluée par la spéculation, ce qui avait faussé la compétitivité de l'économie réelle britannique, en raison que la surévaluation d'une monnaie est généralement toujours mauvaise pour l'économie réelle de toute société, car elle fausse les prix.

Le terme « l'économie réelle » désigne toutes les activités qui se déroulent réellement dans une société et entre ses partenaires commerciaux.

En revanche, « l'économie de la spéculation », qui se déroule sur le marché financier, fausse les prix. Par exemple par la spéculation à grande échelle sur la hausse ou la baisse de la monnaie d'un pays, fausse les prix de la production dans ce pays, au détriment des entrepreneurs et de la population active.

En vérité, la livre sterling a été surévaluée, donc sa dévaluation était un acte de normalisation.

Permettez-moi de le répéter clairement :

avant le référendum en 2016, toutes les soi-disant études ont prédit que ce serait un désastre pour le Royaume-Uni, si les Britanniques votaient pour le Brexit, mais aucune des prédictions ne s'est réalisée.

Et cela, bien que les Tories pratiquent une politique stupide.

Bien sûr, il y a des problèmes partout parce que le système néo-libéral lui-même les crée constamment. Ce qui pose de graves problèmes dans l'UE elle-même. Mais le Brexit est un problème surtout parce qu'il n'est pas possible pour l'hégémon allemand et son élite de l'UE de traiter rationnellement le désir britannique de quitter l'UE puisque ce re-

trait pourrait être une option pour de nombreux États membres — car quel charme a une camisole de force ?

Bien sûr,

vous ne pouvez certainement pas s'abstenir de faire des contrôles des capitaux, par exemple pour éviter l'évasion fiscale.

Bien sûr,

le processus de transformation de la société néo-libérale en une société humaine, donc orientée vers le bien-être et, de la même façon, la transformation de l'économie néo-libérale vers un mode de production durable, exigent également du droit de sauvegarde pour la structure économique, de sorte que l'économie soit protégée pendant ladite période de transformation.

Au fait,

savez-vous comment la Corée du Sud est devenue un pays industriel de premier plan?

Eh bien, la Corée du Sud a protégé son économie nationale pour une trentaine d'années et, en même temps, a investi dans toutes les échelles sociétales et économique.

Cela pourrait-il vous faire réfléchir sans œillères sur la possibilité de réaliser un Frexit?

Bien entendu,

les importations deviennent été plus chères (*__environ de 20%__*), mais c'est bon, parce que,

tout d'abord,

il s'agit de votre propre économie domestique, qui représente environ 70% de votre économie totale

(__donc soit environ 30% d'exportation — ceci est l'expression d'une économie normale dans son ensemble. d'ailleurs__).

Mais si vous voulez rester dans l'UE mal construite et vouloir baisser les salaires pour redevenir compétitif, vous allez sérieusement endommager votre économie nationale et néanmoins, le chômage ne diminuerait pas, mais il augmenterait, bien sûr, parce que les bénéfices des exportations ne compenseraient pas les pertes de la production de l'économie intérieure. Parce que votre « partenaire » de l'autre côté du Rhin a déjà fait ce qui ne peut pas être fait que si cela n'a pas été fait par d'autres auparavant : obtenir des avantages au détriment des autres. Mais cette « idée » est d'autant plus absurde qu'elle sert de « modèle » pour une union monétaire, c'est-à-dire pour l'UME. Parce que nous ne pouvons pas répéter ce « modèle » si nous sommes dans la même union monétaire avec quelqu'un qui l'a déjà fait, ce qui présuppose « l'idée » de ce « modèle » pour sa répétition. En dehors de cela, ce « modèle » n'a aucun sens car il oblige les États à se faire concurrence en tant qu'entreprises commerciales. Ce type de concurrence est bien sûr possible au niveau des entreprises com-

merciales : une entreprise peut concurrencer une autre et finalement la ruiner. Mais qu'est-ce que cela signifiait au niveau de l'État ? Eh bien, au moins une guerre commerciale. Par conséquent, la concurrence entre les nations est absurde, car il va sans dire que le commerce entre les pays doit avoir des objectifs complètement différents — ou, si cela est le principe pour un système (*comme il est le fait*), il doit être remplacé par un meilleur, car il est destructeur.

Cela peut être clairement démontré par l'exemple suivant : Imaginez que vous êtes assis dans un théâtre entièrement occupé. Pour mieux voir, quelqu'un se lève, puis celui, qui était assis derrière cette personne ... et ainsi de suite. Finalement, tout le monde se lève : personne n'a rien gagné, mais l'atmosphère est alors mauvaise dans la salle.

Tout d'abord,

vous devez protéger votre propre économie nationale et, en même temps, reconstruire-la. Vous devez donc faire une transformation industrielle qui permettra de produire durablement en toutes les niveaux économiques, etc.

C'est-à-dire il faut investir dans tous les aspects sociétaux et économiques.

De cette manière vous créez des valeurs qui sont nécessaire pour la société en générale, donc pour des jeunes, des adultes des retraités des commerçants, des entrepreneurs et même des acteurs sérieux du marché financier.

Si on a sa propre monnaie et on comprend comment l'économie fonctionne en vraie et si on sait que « l'argent » est en vrai, et si on sait d'assurer le flux d'argent etc., il n'y a pas des problèmes infranchissables. On a le faire, c'est tout — mais il ne faut pas avoir peur de l'avenir.

Et dans tout ce que vous faites, souvenez-vous que le respect de la *Règle d'or des salaires* est crucial à tous égards.

L'importance de la *Règle d'or des salaires* pour l'économie d'un pays, mais surtout dans le contexte d'une union monétaire.

Contrairement au « frein à l'endettement » ...

(__Ledit « frein », qui semble avoir acquis un classement fondamental, car cette phrase néo-libérale impressionnante est parfois remplacée par une autre phrase néo-libérale, nommée « règle d'or budgétaire », qui, semble-t-il, est considérée comme sérieuse de même.

Mais, en vérité,

celui qui utilise ce terme fait son coming-out

d'être enchanter par la « ménagère souabe » célèbre,

de sorte qu'il croie évidemment qu'un ménage public serait comparable à un ménage privé, exprimant de cette façon une pensée inadéquate qui tente d'appliquer l'approche micro-économique au niveau macro-économique où elle n'a pas sa place __),

Quoi qu'il en soit, donc contrairement au « frein à l'endettement »,

la Règle d'or des salaires est le moyen de choix pour remplacer la « soupape de taux de change »

qui cesse d'exister dans une union monétaire.

Soit, la définition de la **Règle d'or des salaires** en quelques mots :

$$\begin{array}{c} \text{salaire nominal} \\ = \\ \text{objectif en matière d'inflation}^{18} \\ + \\ \text{développement de la productivité (}_{\text{spécifique à chaque pays}}\text{)}^{19} \end{array}$$

L'expression « salaire nominal » signifie que

le salaire se compose à la fois de la productivité du travail et de l'inflation.

Ainsi, le « salaire réel », respectivement le salaire qui,

en termes de valeur,

reste après déduction du montant du taux d'inflation visé.

¹⁸ ... d'environ 2,0% en l'UME ciblé par la Banque centrale européenne — à la demande idéologique de la Deutsche Bundesbank, d'ailleurs.

¹⁹ ... comme valeur moyenne sur une plus longue période de temps. — À noter : lorsqu'il est fait mention de « l'augmentation » ou du « développement de la productivité du travail » dans ce sous-rubrique, cela est envisagé par rapport au développement de la productivité du travail dans l'économie allemande.

Par exemple,

si la hausse annuelle des salaires nominaux s'élève à 2,5% et que le taux d'inflation visé est d'environ 2%, la hausse réelle des salaires (*réels*) est de 0,5%. Dans ce cas, l'augmentation du pouvoir d'achat a été inférieure à l'évolution de la productivité du travail, qui est en moyenne de 1,5%.²⁰

(Actuellement, cette valeur est en fait plus faible, mais dans ces réflexions, il s'agit de la valeur moyenne sur une plus longue période : de 2001 à 2007, cette valeur était de 1,5 pour cent. Le fait que cette valeur pour la période 2008-2014 n'était que de 0,4 pour cent est dû à l'augmentation des salaires qui a été trop faible, c'est-à-dire inférieure à la moyenne de longue période de temps mentionnée. Cette augmentation faible est surtout l'expression pour le fait que les entrepreneurs d'Allemagne ont la tendance à investir à ces entreprises à un niveau faible.)

Cependant, les investissements sont la condition préalable à une augmentation de la productivité.

Cela signifie que les augmentations de salaire inférieures à la Règle d'or des salaires entravent la propension à investir et, par conséquent, le développement de la productivité, car un pouvoir d'achat de masse plus faible laisse la capacité de production sous-utilisée.

²⁰ Comme indiqué dans la note en bas de page n° 19 de la page précédente, cette valeur s'applique à l'économie allemande dans son ensemble. Pour les chiffres mentionnés, voir le rapport mensuel de la Deutsche Bundesbank de mai 2015, page 24, téléchargeable au format PDF en cliquant sur le lien suivant, prouvé le 31 décembre 2018:

<https://www.bundesbank.de/resource/blob/664470/3104653af9fea31a6a0a1650c2769f/mL/2015-05-monatsbericht-data.pdf>.

Cela signifie qu'une telle augmentation de salaire serait non seulement contraire aux bonnes mœurs,

mais elle serait également contre-productive au sens économique national et dommageable au développement prospère de toute union monétaire, par exemple de l'Union monétaire européenne (___l'UME___).

La baisse massive du pouvoir d'achat qui en résulte se traduit par une diminution quasi simultanée de la propension des entreprises à investir sur le marché intérieur allemand.

La deuxième raison de ce manque de propension

réside dans la diminution de la « pression des salaires », de sorte que les entreprises sont moins incitées à investir dans des mesures visant à améliorer leur productivité (___soit manque d'augmentation du stock de capital___).

(___D'ailleurs, il fut un temps où les hausses salariales supérieures à la croissance de la productivité étaient appelées « fouets de la productivité ».___)

La Règle du salaire d'or, en revanche,

traite de l'équilibre entre le développement de la productivité du travail et le développement des salaires, de sorte que l'augmentation constante de la productivité totale du travail se reflète dans tous les salaires payés, de sorte que l'augmentation de l'offre peut effectivement être demandée.

L'augmentation de la productivité du travail doit également se refléter dans tous les salaires,

en raison qu'il n'existe pas de productivité mesurable individuellement, mais seulement une productivité globale.

Toutefois,

si l'augmentation générale des salaires est inférieure à cette règle, l'offre plus élevée est soit réduite

(à la suite de la sous-utilisation de sa propre capacité de productivité)

soit exportée.

Ou bien

une économie dans son ensemble pourra produire principalement pour l'exportation, c'est-à-dire sur la base d'un régime de dumping salarial, si (dans l'ensemble du pays), les augmentations salariales restent en deçà de celle règle-là.

Ce type de politique économique a deux conséquences principales.

(Outre la conséquence que la masse de la population croit une soi-disante « nation exportatrice », et même les idéologues scientifiques croient, que c'est une chose quasi génétiquement déterminée.)

En premier lieu,

la production, qui est principalement destinée à l'exportation, devient le principe dominant de l'ensemble de l'économie d'une telle société.

CITATION

Enfin, l'Allemagne est passée d'une économie normale à une nation exportatrice à 100%. Même si la part des exportations est encore légèrement inférieure à 50 pour cent du PIB, l'exportation détermine le comportement des entreprises allemandes à cent pour cent. Rien ne peut impressionner les investisseurs allemands si ce n'est les exportations. Qu'une voiture soit vendue à l'étranger ou à un client national est simplement une différence, l'étranger est évidemment plus précieux. Ça devait être la même chose il y a 300 ans, quand le mercantilisme était en plein essor. [...]

FIN DE LA CITATION²¹

Cela conduit à la deuxième conséquence,

à savoir le déclenchement d'une soi-disant compétition des nations, c'est-à-dire l'expression d'une rechute dans la politique de « Beggar-thy-Neighbour » (__soit « la politique de la mendicité envers ses voisins »__). Par ailleurs, la part des exportations de l'économie allemande dans le PIB (__biens et services__) était de 25,7% en 1991, 29,4% en 1999 et 50,7% en 2013.²²

²¹ Source : Heiner Flassbeck, essai du 9 novembre 2016 : « Der Sachverständigenrat, der Export und das Sparen der Unternehmen » (__soit en français : « Le conseil des experts, l'export et l'épargne des entreprises », Makroskop.eu. Le lien Internet correspondante a été réexaminée le 9 janvier '19 : <https://makroskop.eu/2016/11/der-sachverstaendigenrat-der-export-und-das-sparen-der-unternehmen/> .

²² Source vérifiée de l'auteur.

Dans ce contexte,

il convient de noter que les investissements dans les secteurs les plus divers de la société, tels que les infrastructures, l'éducation, les soins de santé, etc. déterminent le niveau de création de valeur pour la société dans son ensemble.

Ces investissements

sont commandés par l'État et réalisés par des entreprises privées.

À la suite de cette évolution

les entreprises privées investissent également dans leurs propres entreprises ou services ou dans des activités qui ouvrent de nouveaux secteurs d'activité.

Toutefois,

la condition pour cela, en particulier pour les activités dans de nouveaux secteurs d'activité,

est que le pouvoir d'achat soit bien réparti au sein de la société civile,

c'est-à-dire que le paiement des salaires soit basé sur la Règle d'or des salaires.

En effet,

et c'est là un comportement entrepreneurial normal :

les investissements privés à but lucratif ne sont réalisés que si l'entrepreneur peut attendre quelque chose de ces activités, c'est-à-dire du profit.

C'est la raison pour laquelle le développement économique dans son ensemble ne peut être déclenché positivement par les entreprises privées, mais nécessite une action politique concertée pour le déclencher.

Il est logique que cet objectif ne puisse être réalisé que si l'État est réellement entre les mains du peuple, car il est dans l'intérêt de la masse de la population que la prospérité et donc la culture, la paix et la prospérité soient créées dans tous les domaines de la société.

Contrairement aux riches

(*sauf des exceptions philanthropiques*),

qui s'intéressent avant tout à l'augmentation de leur propre richesse

bien que

leur propre bonheur dépende en fin de compte du bonheur des masses populaires.

Mais de discerner cette dépendance est empêchée par leur propre façon de percevoir, c'est-à-dire par leur propre façon de considérer les choses dans le monde, donc par leur vision du monde.

De plus, l'affirmation, selon laquelle la richesse de quelques personnes ne conditionnerait que le bonheur de nombreuses personnes, est fausse.

D'autre part,

il est vrai que le bonheur du plus grand nombre dépend du fait que l'usage du pouvoir de l'État, dans lequel les gens vivent, est utilisé dans leurs sens. Mais cela suppose que la masse de la population ait ce pouvoir, ce qui suppose que leurs représentants, qui exercent ce pouvoir, sachent comment gouverner un État pour qu'il puisse fonctionner dans l'intérêt commun.

Cela signifie toutefois que la richesse ne doit pas être concentrée trop forte entre les mains d'un petit nombre de personnes, car cela crée des intérêts fondamentalement différents des intérêts de la masse de la population, puisqu'ils sont associés à une manière différente de façon de percevoir, qui produit une vision du monde correspondante.

Cette façon de percevoir différente conduit au fait que les représentants de ces intérêts sont soucieux d'exercer une telle influence sur la politique de l'État que ces intérêts sont non seulement protégés, mais que leurs représentants peuvent utiliser l'État en tant qu'un instrument pour faire valoir ces intérêts, de sorte que cette façon de percevoir, qui, par voie de conséquence, est fondamentalement différente à celle-là de la masse de la population, conduit finalement au fait, que les représentants de ces quelques riches

(*à savoir l'élite de pouvoir de l'État*)

détiennent le pouvoir et l'exercent ensuite dans le sens de ces quelques personnes riches (*c'est-à-dire, pour ainsi dire, comme leurs satellites de l'élite de pouvoir*) — n'importe que l'État semble être démocratique en apparence.

(*A proprement parler, toute construction de l'État repose sur ce phénomène qui, tôt ou tard, a toujours conduit et conduira toujours à des révolutions.*)

En d'autres termes,

il est logique que l'objectif d'un déclenchement positif du développement économique dans son ensemble ne puisse être atteint si l'État est entre les mains de grands intérêts particuliers, car il serait beaucoup plus lucratif pour eux, afin d'avoir autant de possibilités que possible d'investir sur le marché financier — par exemple en les exemptant des charges fiscales tout en maintenant les coûts du travail aussi bas que possible, assureraient par leurs satellites politiques grâce à une législation correspondante. C'est précisément ce qui s'est passé en Allemagne avec l'aide de la soi-disant « Réforme fiscale du siècle » au début des années 2000 et du soi-disant « Agenda 2010 ».

Par conséquent,

les « grands intérêts particuliers » seront extrêmement réticents à l'idée de l'investissement public dans la société,

même si la dette publique crée la richesse privée en premier lieu,

à condition que

la dette publique soit utilisée pour les investissements mentionnés ci-dessus et

non pour sauver des banques, etc.,

qui avaient connu des difficultés graves,

en raison des spéculations effrénées, dans les années 2000 du fait que ces intérêts particuliers avaient été encore plus soulagés d'un point de vue fiscal, par ladite vaste réforme fiscale des entrepreneurs en Allemagne au début des années 2000.

Cependant,

si l'on avait bien considéré la situation,

il aurait été possible de reconnaître que cette réduction d'impôt ne pouvait pas inciter les entrepreneurs à investir dans l'économie réelle.

Par quelle raison ?

Eh bien, faute d'un manque de demande en raison des salaires insuffisamment élevés, de sorte que les bénéficiaires desdits intérêts particuliers ont préféré ainsi d'investir leurs bidous sur le marché financier — en « projets » absurdes.

Il ressort également de ce qui précède,

que c'est la dette publique qui entraîne un élargissement de la richesse privée, car il y a toujours des commandes qui vont à des entreprises privées, qui exécutent ensuite ces commandes, par exemple, la construction de routes ou de bâtiments.

(__ Cela justifie non seulement l'existence d'un impôt sur la fortune correspondant, mais exige également un tel impôt, puisqu'une partie de la richesse générée par les dépenses publiques est ainsi de nouveau réduite. __)

Cependant, s'il n'y a pas suffisamment d'impulsions pour déclencher un développement économique positif

(__et les entreprises privées ne peuvent pas déclencher ces impulsions suffisantes parce qu'elles n'agissent pas de manière concertée, mais seulement en fonction de leur propre situation économique, qui dépend de la situation économique globale, respectivement que leurs actions sont déterminées par cette situation__),

les entrepreneurs commencent à épargner.

Alors quoi ?

Qui devrait alors s'endetter pour faire des investissements afin de rendre possible une reprise économique durable ?

Imaginez ce qui se passé, quand tous les acteurs d'une économie commencent de faire des économies :

l'Etat, les entrepreneurs et les ménages privés.

Peut-être, les autres, c'est-à-dire les personnes vivant à l'étranger, devraient-elles être endettées ?

Pourquoi pas, laisser les autres s'endetter, hein ?

Le « modèle allemand » marche de cette manière, d'ailleurs.

Ce qui veut dire que les autres doivent s'endetter pour que l'économie allemande, dans son ensemble, puisse épargner — et ainsi accumuler des excédents permanents.

Mais ledit « modèle »

n'est devenu possible qu'en raison d'une construction défectueuse de l'UME, car autrement (*__c'est-à-dire avec sa propre monnaie__*) le mark allemand aurait été régulièrement réévalué si les salaires en Allemagne s'étaient évolués constamment inférieurs à la Règle d'or des salaires.

Le respect de cette règle n'a pas été rendu obligatoire pour les États membres de l'UME,

de sorte qu'avec l'introduction de l'euro, il n'y avait plus de soupape compensatoire pour une évolution déséquilibrée de la productivité du travail et des salaires (*__qui était auparavant exprimée par la dévaluation ou l'appréciation des devises des pays commerçants__*), afin que les produits allemands puissent être vendus à des prix nettement inférieurs à ceux du marché intérieur allemand.

Puisque

la valeur de l'euro est calculée par rapport à l'ensemble de la zone économique et ensuite comparée à une autre devise, par exemple le dollar, donc il ne s'agit que de la valeur moyenne pour l'ensemble de la zone de l'UME et non de sa valeur dans les différents États membres.

(En fait, il n'existe pas « d'euro allemand », « d'euro grec », « d'euro espagnol », « d'euro français » etc., mais il n'existe qu'une seule valorisation moyenne de l'euro, qui résulte de la valorisation de l'ensemble des économies des pays de l'UME. Cela fausse la compétitivité réelle des différents États membres, ce qui entraîne une sous-évaluation de l'économie allemande. En outre, la compétitivité des différents États membres est faussée par les spéculateurs sur les marchés financiers. Peut-être pourrions-nous revenir sur ce point plus loin dans le texte. ...)

Toutefois,

la compétitivité varie d'un État membre à l'autre, de sorte que les produits allemands, par exemple, sont environ 20% moins chers que les produits français. Et comme je l'ai dit plus tôt, cela n'est pas dû à un manque de productivité française, mais au fait que les salaires en France ont augmenté régulièrement selon la Règle d'or des salaires, alors qu'en Allemagne l'augmentation salariale annuelle était et est trop faible. C'est une situation aussi intenable que dangereuse.

Il s'agit donc

de veiller à ce que le développement des salaires dans chaque État membre de l'UME soit compatible avec celle de sa propre productivité empirique. Seule la cible d'inflation de la BCE d'un peu moins de 2% (1,9%²³), serait alors la même

²³ Il s'agit d'une mesure arbitraire exigée par la Deutsche Bundesbank, mais qui pourrait également être fixée à 3%.

pour tous, de sorte que le développement empirique annuelle de la productivité par pays serait ajouté à cette valeur. Cela garantirait que chaque État membre vivrait selon ses propres possibilités.

De cette manière,

aucun déséquilibre commercial ne pourrait apparaître au sein de l'UME, les excédents allemands ne seraient pas possibles et la BCE pourrait se brancher ses décisions sur des taux d'intérêt pour l'ensemble de l'espace économique, c'est-à-dire émettre également des obligations de l'UE touchant l'ensemble de l'espace économique, ce qui rendrait possible un développement économique et social prospère couvrant tous les domaines de l'UME uniquement en premier lieu. Ce n'était qu'à ce moment-là qu'il serait permis de dire que l'euro serait la monnaie commune au sein de l'UE — car l'euro est en fait une monnaie étrangère pour tous les membre pays de l'UME.

L'UE aurait pu devenir une entité politique attrayante

si ces erreurs fondamentales de l'UME avaient été corrigées en temps voulu, c'est-à-dire au plus tard à la fin des années 2000. Toutefois, étant donné que ces erreurs de construction ont déjà entraîné un durcissement des déséquilibres de la balance commerciale, qui ne peut être corrigée par le fait que tous les autres États membres tentent à présent de réduire leur évolution salariale selon la « méthode allemande ».

Qu'est-ce que la « méthode allemande » ? Eh bien, en permettant politiquement de payer des salaires qui restent en permanence en

dessous de la valeur normale de la Règle d'or des salaires, de cette manière on mène une politique, dite « la politique de la mendicité envers ses voisins », aussi nommée la politique du « beggar-thy-neighbour », qui est particulièrement néfaste dans une union monétaire.

Cela nuirait gravement aux économies des autres États membres (*__en raison d'une baisse rapide du pouvoir d'achat massif__*) et, en outre, conduirait à une baisse significative des exportations allemandes, portant ainsi pareillement une atteinte grave à l'économie allemande, qui dépend déjà à 50% des exportations. Il est donc trop tard pour procéder à une telle correction aujourd'hui (2019), car cette correction devrait être massive dans un délai trop court) — d'autant plus qu'aucun signal ne vient du côté allemand en particulier, qui pourrait indiquer que la gravité de cette erreur de construction a été reconnue.

C'est-à-dire ladite entité lobbyocratique est une camisole de force

dont tout le monde veut se débarrasser le plus rapidement possible.

Après tout, permettez-moi de poser la question suivante :

Quels sont les excédents de l'un, sinon les déficits de l'autre ? Autrement dit, s'il y a des excédents d'un côté, il doit y avoir des déficits de l'autre. Donc, s'il y a une dette publique élevée d'une part, il doit y avoir une richesse privée élevée d'autre part.

Si vous voulez y remédier judicieusement,

vous devez, d'une part, payer des salaires qui, chaque année s'évolue selon la Règle d'or des salaires, de sorte que cela se traduit par une meilleure répartition primaire des actifs de la société dans son ensemble et, d'autre part, vous devez imposer les actifs privés élevés en conséquence.

Autrement dit,

il faut taxer conformément à la capacité financière personnelle.

D'ailleurs,

il est typique pour une économie de marché

(*__ nous avons une économie de marché, n'est-ce pas ? __*)

que les entrepreneurs s'endettent, car ce sont eux qui peuvent confortablement payer leurs dettes grâce aux bénéfices de leurs investissements, qu'ils avaient préfinancés par leur banque commerciale.

D'ailleurs, les profits ne sont justifiés que si les entrepreneurs sont prêts à prendre le risque d'investir.

C'est une autre raison pour laquelle les réductions d'impôts sont absurdes pour les entrepreneurs, parce qu'ils

n'utiliseront pas ces coûts économisés pour investir ou embaucher du personnel, s'il n'y a pas de demande dans leur propre pays, si le développement des salaires sera inférieur à la Règle d'or des salaires.

Et s'il est typique d'une économie de marché,

que les entreprises empruntent quand elles veulent investir pour participer à une reprise économique, mais que la situation réelle est que la masse des entreprises fait des économies

— et non seulement en Allemagne mais maintenant aussi à l'étranger —

avons-nous toujours un système des économies de marché ?

Donc, au lieu de parler constamment de la dette publique, et surtout de ne pas parler de l'autre côté, c'est-à-dire de la richesse privée qui l'accompagne, qui devrait alors être distribuée d'une manière raisonnable. En conséquence, le débat public doit se concentrer sur la nécessité d'investir massivement dans sa propre société ; c'est-à-dire dans l'éducation, les infrastructures, les transports publics, la restructuration économique, soit dans le développement de méthodes de production véritablement durables — et le tout sans œillères idéologiques. *Car,*

contrairement à un ménage privé :

il faut d'abord investir si on a l'intention d'épargne réellement — sinon on ne parle que de faire des économies.

Cela signifie que les investissements sont la condition préalable d'une productivité accrue.

Par rapport à l'économie globale d'une société humaine, le niveau d'investissement de toutes ses entreprises détermine le niveau de la valeur ajoutée sociale globale, qui se reflète dans les salaires, les prestations sociales, les plus-values (*__bénéfice après impôts et intérêts sur le capital emprunté comme les prêts__*) et dans les impôts directs et indirects.

Cela signifie

qu'une propension positive à investir de la part des entreprises permet en principe une prospérité globale

(*__à condition que les salaires augmentent conformément à la Règle d'or des salaires__*),

afin que tous les membres

(*__donc la population active, les enfants et les jeunes, les personnes âgées, les entrepreneurs, les institutions culturelles et publiques__*)

d'une société humaine menant une telle politique économique puissent en bénéficier.

D'après ce qui a été dit jusqu'à présent,

il s'ensuit que les augmentations salariales inférieures à la Règle d'or des salaires entravent la propension à investir et donc le développement de la productivité, car un pouvoir d'achat de masse plus faible laisse la capacité de production sous-utilisée. En principe, cela se traduit par une diminution de la valeur ajoutée de l'économie dans son ensemble.

Cela conduit à la conclusion que, par rapport à l'exemple ci-dessus (___la page 76___) d'une augmentation salariale de 0,5% en termes réels, une augmentation salariale est non seulement immorale mais aussi contre-productive d'un point de vue macro-économique et rend impossible une évolution positive de l'Union monétaire européenne ; d'ailleurs,

ce sera la principale raison de son échec.

En d'autres termes, les salaires inférieurs à la croissance de la productivité sont aussi défavorables que les augmentations des salaires réels supérieures à la croissance de la productivité.

Naturellement, il en va de même pour l'intention de restructurer une économie au sens écologique du terme : Quiconque prétend vouloir s'en rendre compte politiquement échouera

(___s'il ne veut pas tromper les gens de toute façon___),

parce que pour qu'il y ait une telle reconstruction de l'économie, il faut que la masse de la population soit impliquée, sinon la masse de la population n'aurait pas le pouvoir d'achat nécessaire pour acheter des biens produits de manière durable, car les biens produits de manière durable sont plus chers que les biens produits de manière non durable.

Étant donné que l'équilibre entre le développement de la production et le développement du pouvoir d'achat est fondamental,

cette orientation peut être appelée la Règle d'or des salaires, car le développement prospère de la société dans son ensemble en dépend.

En d'autres termes,

la *Règle d'or des salaires* exprime la relation équilibrée entre les salaires nominaux versés dans un pays, la productivité empirique dans ce pays et le taux d'inflation cible fixé par la banque centrale de ce pays.

De cette manière, le développement économique est assuré à long terme et une production durable est réellement possible.

Il convient de rappeler que

seule une bonne répartition du pouvoir d'achat permet à la masse de la population d'acheter des biens produits de manière durable.

L'équilibre entre

le développement général de la productivité et le développement du pouvoir d'achat est ainsi maintenu.

De cette façon,

la société humaine se développe de manière durable et progressive et crée la base matérielle d'un développement auquel tous les membres de la société peuvent participer individuellement et collectivement, ce qui déclenche une évolution qui a des effets culturels et économiques positifs.

Cela signifie également,

qu'il ne soit pas nécessaire de compter sur des exportations excessives, et cela signifie un développement international pacifique, qui ouvre la voie à des projets communs.

Par exemple

de prendre des mesures contre la désertification, ouvrir des opportunités économiques pour les populations là, où elles vivent, et y développer une économie essentiellement axée sur les besoins régionaux, c'est-à-dire développer un mode de production économique qui est déterminé par la population elle-même et qui inclut la possibilité fondamentale, que ses produits soient offerts à volonté sur le marché mondial, de sorte qu'il peut y avoir vraiment une réelle diversité de produits et non une prétendue diversité qui est en fait déterminée par l'offre des soi-disant « leaders du marché ».

Toutefois cela nécessite un système monétaire mondial, dont la banque centrale de ce système devrait alors appartenir à tous les membres de ce système, afin que, dans toutes les parties du monde, de tels investissements, qui seraient en fait nécessaires afin de pouvoir développer l'économie propre de chaque pays de ce système au bénéfice de sa société et pour établir dans le monde entier un mode de production durable, donc conformément à la Règle d'or des salaires dans tous les pays du système monétaire mondial.

Cela ouvrirait des possibilités insoupçonnées pour la race humaine. Cela montrerait également qu'il existe de nombreuses manières différentes de réaliser une économie de marché.

Comme je l'ai dit, il va sans dire qu'un processus de production durable est plus coûteux et que les prix augmentent dans une certaine mesure, mais ce n'est pas un problème avec une distribution appropriée (selon la Règle d'or des salaires) du pouvoir d'achat.

On peut donc dire que la *Règle d'or des salaires* n'est pas seulement élémentaire pour le bon fonctionnement d'une union monétaire, mais aussi pour toute économie de marché organisée de quelque manière que ce soit, et donc pour le développement toujours prospère d'une société humaine, qui a un effet constructif dans toutes ses composantes. Par conséquent, le respect de la *Règle d'or des salaires* touche positivement tous les secteurs d'une société à économie de marché.

Avons-nous alors une économie de marché ?

Oui, nous avons une soi-disant « économie de marché », tout comme nous avons aussi une soi-disant « démocratie ». Mais limitons-nous ici à l'économie de marché.

Alors, que signifie « économie de marché » ?

« L'économie de marché » est basée sur la division du travail et donc sur la possibilité que tous les membres d'une société humaine puissent participer à cette division, en ce qui concerne le travail et les diverses expressions de la culture, et

d'autre part, en ce qui concerne les résultats économiques obtenus, de sorte que l'on participe au développement social

(*__qui est toujours déterminé par le développement de la productivité de la propre économie__*),

de telle sorte que le développement personnel et collectif soit favorisé, que ce soit en tant que scientifiques

(*__travaillant au développement d'idées qui ont un effet positif sur le développement social de la propre société et sur le développement international, par exemple, le développement d'un système militaire exclusivement défensif, ou des méthodes visant à lutter contre la propagation des déserts__*),

en tant qu'entrepreneurs

(*__travaillant à la mise en œuvre de leurs idées pour la production durable de biens et services à valeur ajoutée sociale__*),

soit en tant que salariés

(*__qui travaillent selon la Règle d'or des salaires et mettent en œuvre les idées des scientifiques et les méthodes de production développées par les entrepreneurs__*),

en tant qu'enfants et adolescents

(*__qui jouir de l'enfance et puis de l'éducation et assument une responsabilité sociale__*),

soit en tant que personne âgée

(*__qui peut profiter des « années du crépuscule »__*).

A la fin de cette section

peut-être la remarque suivante :

On parle « l'autonomie de la négociation collective ».

On pourrait maintenant soutenir que l'établissement contraignant de la *Règle d'or de salaires* constituerait une violation de « l'autonomie de la négociation collective ». Ce ne serait pas vrai, parce qu'il est vrai que la fixation contraignante de la *Règle d'or des salaires* serait l'abolition de la soi-disant « autonomie de la négociation collective » — car celle-ci n'existe pas de toute façon. Ou pensez-vous vraiment qu'un secteur à bas salaires, des contrats d'ouvrage sous-tarifaires, du travail temporaire, etc., permettraient encore de parler de « l'autonomie tarifaire » ? Et les dirigeants syndicaux eux-mêmes ? Eh bien, j'ai l'impression forte qu'ils ne sont pas vraiment du côté de la population active, mais du côté des entrepreneurs. Il y a donc beaucoup de tam-tam, de sorte que la population active, sous la supervision de "leaders sociaux", parfois aussi appelés "gestionnaires des sentiments de travail", peut laisser exploser sa colère d'une manière contrôlée. Et le résultat ? Les résultats des conventions collectives sont généralement inférieurs à la Règle d'or des salaires et ne concernent que les travailleurs qui sont également employés en vertu de conventions collectives, mais pas ceux du secteur des bas salaires (*c'est-à-dire qui font le même travail pour moins d'argent*) ou qui sont payés en vertu d'un contrat d'ouvrage sous-tarifaire (*c'est-à-dire, qui, un peu modifié, font aussi le même travail pour moins d'argent*), ou qui sont payés en tant que

d'être des travailleurs temporaires (*__c'est-à-dire, qui, un peu modifié, font aussi le même travail pour moins d'argent__*).

Mais si quelque chose est élémentaire pour le bon fonctionnement d'une économie et donc pour le développement matériel de toute une société humaine,

alors cet élément essentiel ne doit pas être laissé aux soi-disant « partenaires de négociation collective », mais doit être inscrit dans la Constitution.

(__En retour, le « frein à l'endettement » absurde devrait être supprimé de la Constitution, car ce « frein » est une expression de la pensée gestionnaire qui n'a pas sa place au niveau de l'économie dans son ensemble, donc au niveau macro-économique.__)

D'ailleurs,

il devient très dangereux quand la pensée gestionnaire n'est seulement pas au niveau, où cette pensée n'a pas sa place, c'est-à-dire au niveau macro-économique, car l'économie nationale fonctionne selon ses propres règles, telles que par ex.: « investir est la condition absolue de l'épargne », mais si à ce niveau, où cette pensée n'a pas sa place, elle est aussi associée à une certaine pensée névrotique, comme par exemple avec celle pensée de « l'austérité »

(__bien que ce soit en fait la base de toute une mentalité névrotique qui en résulte__),

ce qui est censé être un « joli terme », car « l'austérité » nous rappellerait ce qui serait associé à la « pureté », comme l'a dit un jour la fondatrice du « Merkelisme ».

Citation : « Le degré de la projection »

Le degré de la projection ne fournit pas seulement des informations sur le degré qu'une personne a émotionnellement l'esprit mal tourné, mais aussi sur le degré d'illusion de sa propre « pureté émotionnelle », ce qui correspond exactement au degré réel de son esprit mal tourné. Bien qu'il soit compréhensible que, pour ne pas en prendre conscience, une projection continue soit nécessaire, parce qu'autrement un projectionniste ne resterait pas en état de marche, de sorte qu'un projectionniste ne le perçoit pas heureusement, mais d'autre part cela signifie qu'il ne lui est pas possible de venir à lui-même pour cette raison, car il a projeté des éléments essentiels de lui-même à « les autres », de sorte que ce serait une contre-indication pour le laisser seul, s'il voulait vraiment se poser la question : « Qui suis-je ? » Par conséquent, il est clair que le phénomène projectionniste ne se réduit pas, mais s'amplifie dangereusement lorsque les projectionnistes se posent collectivement des « questions existentielles », comme la question suivante: « Qui sommes-nous ? ».

Fin de la citation.²⁴

* * *

²⁴ Cette passage se trouve dans un de mes livres en allemand.

**Est-il absolument nécessaire
d'avoir un marché financier privé ?**

Non.

Par conséquent, la question suivante est beaucoup plus importante :

Pourquoi alors laissez-vous les acteurs des marchés financiers déterminer le sort de sociétés humaines entières ?

En fait, un marché financier ne devrait garantir que: a) la liquidité des entreprises et b) la fourniture de lignes de crédit.

Un marché financier privé n'existe en principe que par la tradition et l'idéologie, mais pas parce qu'il serait indispensable pour l'économie réelle.

Une autre raison est que

Une autre raison est que le marché financier est comme un casino de spéculation pour des riches.

La différence entre un casino normal et un casino spéculatif est que

dans un casino normal, la mise pour le jeu est un certain nombre de jetons, alors que dans un casino spéculatif, la mise pour le jeu est, par exemple, un certain nombre d'entreprises, de céréales ou de sociétés humaines entières.

Toutefois,

cela n'est possible que parce que vous le permettez.

Cela signifie que vous, en tant que peuple.

En effet,

puisqu'il s'agit toujours d'une institution étatique, la banque centrale d'un État souverain qui émet une monnaie, est-il en principe possible de fournir à la fois les liquidités et les lignes de crédit nécessaires pour une société humaine, en particulier à son économie réelle.²⁵

Comme je l'ai écrit ci-dessus, un marché financier privé existe surtout en des raisons idéologiques, par exemple en raison que les idéologues néo-libéraux pensent qu'il est bon que des sociétés humaines entières soient contrôlées par des acteurs du marché financier dont les acteurs revendiquent le droit de juger l'économie d'un pays.²⁶

D'ailleurs, pour cette seule raison, c'est une mauvaise blague, oui, en fait une insulte à toute personne d'esprit éclairé, que ce sont de tels idéologues qui prétendent que nous vivons dans une démocratie. Et ce sont aussi ces idéologues qui prétendent que les gens sont fatigués de la démocratie — quoique les gens ne peuvent pas être fatigués de la démocratie s'ils vivent dans une lobbycratie.

²⁵ Voir également l'explication aux pages 44 et suivantes : « Qu'est-ce que c'est l'argent ? »

²⁶ Voir la remarque aux pages 27-28, commençant par : « D'ailleurs, aujourd'hui ... »

En réalité, l'expérience montre qu'il n'est pas possible de déterminer le juste prix sur le marché financier, de sorte qu'il n'y a pas de juste prix sur le marché financier, mais seulement des prix qui sont acceptés ou non, car il y a de spéculation là, c'est-à-dire il y a des prix qui fluctuent constamment au bon prix. Toutefois, cela est inacceptable lorsque les biens deviennent des objets spéculatifs importants pour la société humaine, tels que ceux qui constituent la base de la production alimentaire, c'est-à-dire les cultures agricoles. Mais il y a aussi des spéculations sans scrupules sur des sociétés humaines entières, lorsque ces soi-disant investisseurs ont l'impression, par exemple, qu'un gouvernement élu veut mener une politique qui bénéficie à la fois à la population active et aux entreprises de l'économie réelle, donc à la société dans son ensemble, mais pas à eux.

Quel est le « bon prix » pour une société humaine ?

Eh bien,

le « bon prix » pour une société humaine est déterminé par des coûts salariaux unitaires, qui déterminent la performance d'une économie, et les coûts salariaux unitaires sont déterminés par le revenu nominal du travail (*__exprimé par heure__*) par rapport à la productivité par heure (*__la productivité étant calculée à l'aide du PIB réel__*)

étant calculée à l'aide du PIB réel, d'ailleurs__).²⁷

La spéculation conduit donc à des prix erronés et donc à une distorsion de concurrence.

D'après cela, le « bon prix » reflète la compétitivité d'une économie, donc la performance économique d'une société humaine en tant qu'économie du marché.

Cela signifie que le « bon prix », déterminé par les coûts salariaux unitaires (__autrement dit : des « coûts unitaires de main-d'œuvre »__), reflète le pouvoir économique réel d'une société humaine, alors que la spéculation sur les devises fausse ce prix.

Je ne peux pas vous imaginer trouver cela acceptable.

Comme je l'ai dit, en réalité, vous n'avez pas besoin d'un marché financier privé. Ce qui est beaucoup plus important, c'est ce qu'une banque centrale souveraine, avec sa capacité illimitée à assurer la liquidité de son propre pays,

par exemple,

²⁷ Cf. Heiner Flassbeck, par ex. son essay : « Lohnstückkosten – warum dieses Maß und warum ist es so wichtig ? » (__« Coûts unitaires de main-d'œuvre — pourquoi cette mesure et pourquoi est-elle si importante ? »__) Cet essai est disponible sur « Makroskop » (__mais uniquement par abonnement__) via le lien suivant, qui a été réexaminé le 11 janvier 2019 :

<https://makroskop.eu/2018/10/lohnstueckkosten-warum-dieses-mass-und-warum-ist-es-so-wichtig/>.

de jeter l'argent par les fenêtres,

par exemple,

sous la forme de sauvetages de banques, des réformes fiscales pour alléger le fardeau des entreprises, de la suppression de l'impôt sur la fortune ou des autres campagnes de jeter l'argent par les fenêtres.

Ou de fournir à l'Etat les ressources financières nécessaires

pour des investissements tels que l'infrastructure, l'éducation, les soins de santé, etc., et de mettre des fonds à la disposition des entreprises désireuses d'investir.

Dans la mesure du possible, tous les travaux sont effectués par des entreprises privées, c'est-à-dire que ces entreprises privées sont rémunérées par l'État pour effectuer les travaux dans les domaines précités.

Cet exemple montre clairement que chaque fois,

que l'État s'endette (*comme on l'appelle*), cela signifie en même temps que de l'autre côté, du côté privé, des revenus d'un montant identique sont générés. Dans ce cas, les recettes vont aux entreprises qui réalisent les travaux résultant de l'investissement public.

Mais ces entreprises paient des impôts pour ces travaux effectués.

(__Le fait qu'en cas d'émergence d'un pouvoir de marché, une entreprise doive être dissoute par l'État ou transférée entre les mains du service public n'a pas besoin d'être discuté ici, car il est tenu pour acquis, car l'existence d'un pouvoir de marché contredit le concept d'une économie de marché décrit ci-dessus. À cette occasion, il convient également de souligner qu'aucun domaine des services d'intérêt général ne devrait être laissé à des intérêts privés puissants, si un marché financier n'est pas nécessaire, du moins pas pour les investissements dans les domaines de la société humaine. En effet, que font les acteurs des marchés financiers autres que d'explorer de nouvelles opportunités spéculatives, par exemple pour transformer les domaines de la société humaine en « objets d'investissement » au profit des intérêts privés puissants ? __)

Je voudrais terminer cette section par la remarque suivante, qui indique clairement qu'il s'agit d'une barrière psychologique qui nous fait croire que nous aurions absolument besoin d'un secteur financier privé au lieu d'un secteur contrôlé par la Banque centrale, ce qui voudrait dire que nous aurions un secteur financier public

(__que ce soit au niveau national ou au niveau d'une union monétaire__):

En 2008, alors que la crise financière, qui durait depuis de nombreuses années, a provoqué des distorsions majeures et a failli conduire à l'effondrement de l'économie mondiale (*__l'intervention concertée des États l'avait empêché, et pas la « sagesse du marché » __*). Ces déficits systémiques (*__qui, soit dit en passant, n'ont pas encore été éliminés__*) avaient soulevé

la question de savoir si les banques ne devaient pas être nationalisées et si le secteur financier privé ne devait pas être « tarir ». Les grands personnes d'État ne l'ont pas fait, parce que, comme d'habitude, ils ont préféré écouter les chuchotements des lobbyistes de ceux, qui veulent simplement s'amuser, par exemple pour pouvoir spéculer sur des sociétés humaines entières, afin de les faire fonctionner, soit dit en passant, dans leur sens. Beaucoup de ces acteurs du marché financier s'attendaient même — et non sans raison — à ce que leurs « casinos » soient désormais fermés, car ils avaient eux-mêmes discerné que leur système avait un comportement dommageable à l'économie réelle et aux sociétés humaines dans le monde.

Eh bien,

en raison que ces décideurs politiques sont idéologiquement biaisés, et rien d'autre ne pouvait être attendu, d'autant plus que ces « décideurs » sont « conseillés » par des lobbyistes actifs au service d'intérêts privés puissants et ne sont pas entourés de conseillers indépendants, ce qui serait le cas si nous vivions réellement dans des États démocratiques. Mais le fait qu'ils se laissent « conseiller » par ces lobbyistes et prennent leurs décisions en conséquence prouve que nous n'avons pas une démocratie, et je veux dire une « démocratie représentative », mais un lobbycratie.

En outre,

les décideurs politiques devraient également être en mesure de juger par eux-mêmes de ce dont une union monétaire a besoin pour fonctionner correctement dans l'intérêt de la masse de la population.

Le fait, qu'en 2008 et 2009

les acteurs des marchés financiers eux-mêmes étaient d'avis, que les responsables politiques allaient désormais systématiquement prendre des mesures contre leurs activités économiques et sociales dommageables, montre que cela est précisément possible et nécessaire — à savoir qu'il faut transformer le marché privé en marché financier public. Parce que la seule tâche de l'argent doit être qu'il existe un moyen de paiement contraignant pour tous (voir ci-dessus), et que des prêts à faible taux d'intérêt peuvent être accordés aux entrepreneurs désireux d'investir. Toutefois, les entrepreneurs (autres que ceux qui produisent uniquement des produits de luxe) ne sont prêts à investir que s'ils peuvent compter sur un pouvoir d'achat bien réparti. En outre, ils ne sont disposés qu'à développer de nouveaux domaines d'activité intéressant l'ensemble de la population (qu'il s'agisse de nouveaux emplois ou de nouveaux biens produits de manière durable), par exemple pour investir dans un nouveau domaine d'activité, par exemple, si un domaine d'activité établi n'a aucun avenir, si le pouvoir d'achat est bien distribué. La condition préalable décisive pour un tel processus de développement est la *Règle d'or des salaires*. Cela ouvre naturellement aussi de nouveaux champs d'activité à la population active, de sorte que le chômage ne soit plus un problème existentiel.

Puisqu'il est dit

que le marché financier serait décisif pour le « système », ce qui est vrai, il faut transformer le marché privé en marché financier public, géré par l'institution publique de la banque centrale, car si quelque chose est considéré comme crucial pour le bon fonctionnement d'une économie

(*c'est-à-dire pour une société humaine entière*),

il ne faut pas ça aux intérêts spéculatifs, mais doit être soumis au contrôle public.

Cette régulation du marché financier est donc tout aussi importante que le respect de la *Règle d'or des salaires* (*voir pages 74 à 100*).

En d'autres termes, ce règlement et cette règle ont un statut constitutionnel, car tous les deux sont essentiels au développement d'une société humaine orientée vers le bien commun. Sinon, ce sont les intérêts individuels forts qui déterminent le développement d'une société, parce qu'ils peuvent alors orienter l'ensemble de la société dans la direction qu'ils souhaitent.

Bien sûr,

on peut préserver le marché financier privé, mais seulement aux conditions suivantes :

- il existe un marché financier public (*__avec l'institution publique de banque centrale comme ancre__*),
 - l'État n'assure plus la sécurité du marché financier privé et
 - la spéculation sur les devises, la nourriture, etc. est interdite.
-
-

La situation depuis l'introduction de l'euro.

Il ressort également clairement de ce qui a été dit jusqu'à présent que le problème ne réside pas dans l'euro même, parce que ce n'est qu'une seule monnaie, mais bien dans la mauvaise construction de l'Union monétaire européenne (l'UME).²⁸ La politique quotidienne et le traitement politique et médiatique des référendums, c'est-à-dire le traitement politique et médiatique des décisions prises démocratiquement, sont la preuve que les dirigeants politiques et l'élite de l'UE (une élite, que certains nomment élite des égocentristes narcissiques) ne veulent pas éliminer ces erreurs graves :

Par exemple,

l'absence d'une soupape de remplacement

(c'est-à-dire la Règle d'or des salaires mentionnée ci-dessus²⁹),

qui ne semble pas nécessaire en raison de l'absence de fluctuations monétaires *optiques* dans une union monétaire.

²⁸ Aux pages 74 à 100, nous avons déjà abordé cette mauvaise construction dans la section intitulée : « L'importance de la Règle d'or des salaires pour l'économie d'un pays, mais surtout dans le contexte d'une union monétaire ».

²⁹ Voir à la page 75 la définition concise de cette règle, commençant par : « Soit, la définition de la Règle d'or des salaires en quelques mots ».

En vérité, cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y a plus de telles fluctuations. Si tel était le cas, il n'y aurait pas de déséquilibre concurrentiel majeurs entre les États membres de l'UME. Celles-ci existent, cependant, parce que la soupape de remplacement mentionnée ci-dessus est manquante, de sorte qu'il y a en fait différents euros : un euro allemand, un euro français, un euro italien, etc. Ceci est masqué par le fait que la valeur moyenne de l'euro est calculée.

(__Toutefois, cela a fait de l'euro une monnaie étrangère pour tous les membres, en partie parce qu'il n'existe pas de marché obligatoire intégré dans la zone euro et en partie du fait de l'absence de la soupape de remplacement susmentionnée.__)

Afin de comprendre ce qui s'est mal passé depuis l'introduction de l'euro,

je voudrais attirer votre attention sur une solution à la misère de l'euro qui aurait pu être possible au début des années 2010, mais qui n'existe plus aujourd'hui, 2019. Et cela uniquement parce que les politiciens sont assis dans leur château de cartes néo-libéral et ne peuvent plus penser sans œillères sur des sujets importants tels que le fonctionnement d'une économie ou ce qui est essentiel pour une société humaine, mais ne peuvent apparemment réciter que des phrases idéologiques.

Si, en revanche, un processus constructif avait été recherché pour compenser ce grave déséquilibre concurrentiel,

il aurait fallu rompre avec l'idéologie néo-libérale, notamment mise en

œuvre dans les Etats membres de l'UEM à l'aide de l'hégémon allemand de l'UE et son élite fonctionnelle.

Eh bien,

c'est Heiner Flassbeck, qui avait déjà réclamé dans les années 2000, que ce processus soit entamé afin d'éviter l'effondrement de la zone euro, mais son exigence n'a pas été pris en compte par les idéologues néo-libéraux.

Cela ne peut pas être une surprise, car pour les idéologues néo-libéraux, il est clair qu'il vaut mieux échouer si l'on n'a adhéré qu'au dogme néo-libéral, bien sûr, car l'on ne peut pas être responsable, du fait qu'on avait

« considérée » soigneusement l'orientation néo-libérale, donc selon des buts idéologiques, puis qu'en plus l'existence des idéologues même serait menacée,

au lieu de penser avec un esprit ouvert sur les faits d'un contexte à résoudre

(basé sur une bonne connaissance de ce contexte),

c'est-à-dire au-delà du dogme néo-libéral, et donc de résoudre avec succès un problème lié à ce contexte — comme Keynes le savait déjà.

Or,

pour ne pas provoquer de chocs négatifs, ce processus constructif visant à réduire le grave déséquilibre susmentionné devrait s'étaler sur une période d'environ 10 à 15 ans, c'est-à-dire que ce déséquilibre devrait être réduit par une augmentation annuelle des salaires allemands de 4,5%, alors que dans les pays où les augmentations salariales ont été supérieures à la Règle d'or des salaires depuis leur entrée dans l'Union monétaire européenne, ils ne devraient augmenter que de quelque 1% par an.

(__Il est important ici, qu'aucun pays ne connaisse des variations salariales proches de zéro ou même inférieures à zéro afin d'éviter une spirale déflationniste.__)

De cette manière, la compétitivité des membres de l'UEM serait à nouveau équilibrée.

Il convient toutefois d'ajouter que

cela ne ferait que compenser le déséquilibre qui s'est développé depuis l'introduction de l'union monétaire, mais ne ramènerait pas encore les parts de marché au niveau, par exemple, de 2005 (*__lorsque « l'Agenda 2010 » a été pleinement mis en œuvre__*), que l'Allemagne avait obtenu grâce à sa politique de dumping salarial — *et ayant ainsi gravement violé ce que l'on appelle « l'autonomie de la négociation collective »* (*__voir les pages 98-99__*). Cela prendrait encore 10 à 15 ans.

On peut donc en conclure que,

bien que ce processus soit le seul moyen constructif de résoudre le problème de la zone euro, sa réalisation est peu probable, ne serait-ce que parce que toutes les associations économiques allemandes se plaindraient autant qu'un toxicomane à qui « l'injection » serait refusée — sans parler de la critique vicieuse et non très sophistiquée par des médias néo-libéraux, qui se produirait alors.

Par conséquent, cela n'est possible avec la politique allemande,

ni avec l'élite allemande, car en dehors de leurs bavardages, personne dans leurs rangs ne semble vouloir comprendre ce qu'est une union monétaire et ce dont elle a besoin pour fonctionner correctement. En d'autres termes, leurs proches sont tellement empêtrés dans leur vieux rêve de dominer l'Europe qu'ils ne veulent tout simplement pas réaliser que cela ne serait possible que par la corruption des élites d'autres États membres, car l'Allemagne a toujours manqué de la substance nécessaire qui lui est propre. Cette corruption, cependant, place ces élites dans d'autres États membres de l'UE dans un contraste de plus en plus grand avec les personnes qui y vivent.

Le résultat le plus impressionnant de ces conséquences est le mouvement des Gilets Jaunes. Nous ne les remercierons jamais assez pour leur courage et leur persévérance.

Et s'ils réussissent, l'UE, dominée par l'Allemagne, sera morte. Et ce n'est pas tout : ils défient tout le système néo-libéral, parce qu'ils observent naturellement le monde entier, parce que leur méthode est celle des peuples : aucune puissance mondiale ne serait capable de les arrêter ! Une méthode qui peut donc être utilisée par tous les peuples !

Certes,

c'est dangereux parce que les apologistes du système néo-libéral feront tout ce qui est en leur pouvoir pour préserver leur système. En

fait, lorsqu'ils n'ont plus d'autre choix pour conserver leur propre pouvoir, ils n'ont jamais eu de problèmes pour conduire les gens à la guerre. Les élites au pouvoir voudront faire la guerre alors, c'est-à-dire qu'elles essaieront de monter les peuples les uns contre les autres. Mais ce n'est pas aussi facile aujourd'hui qu'avant la Première Guerre mondiale.

Mais comme ce processus constructif pour résoudre le problème de la zone euro est peu probable, la seule chose qui reste à résoudre est le processus destructeur.

C'est un processus que se déroule à un week-end seul :

le vendredi précédent, « l'euro allemand » serait sous-évalué de 20 à 50 pour cent encore, comme il le fait à présent, mais le lundi ensuite, l'appréciation du nouveau D-Mark serait de 20 à 50 pour cent.

Cela nuirait au moins gravement à l'économie allemande.

Cela signifierait que tous les excédents importants de l'Allemagne disparaîtraient, tout comme la neige fondrait inévitablement sous le soleil de mai.

Et tout le monde se demanderait pourquoi les produits de qualité allemande n'étaient plus vendus. Puisque ça devrait être du sabotage, n'est-ce pas ? C'est juste la qualité supérieure qui fait que le monde achète des produits allemands, n'est-ce pas ? — En fait, c'est le prix qui détermine si je cherche ou non un produit qui, bien que de bonne qualité, est trop cher pour moi parce que je ne peux pas me le permettre. Alors il s'avère qu'il y a une différence si j'offrais des produits de qualité qui ont leur juste prix ou si je

pourrais offrir des produits de qualité qui avaient des prix inférieurs à leur valeur, puisque je pourrais a) payer des salaires de dumping

(__en raison d'un secteur des bas salaires le plus grand de l'UE ; en raison des contrats de travail et de travail temporaire d'un salaire dont on ne peut pas vivre d'habitude; en raison que seulement depuis 2015 un salaire minimum faible qui, en plus, connaît de nombreuses réglementations spéciales__)

et b) qu'il existe une union monétaire à laquelle j'appartiens, dans laquelle la valeur de l'euro n'est que la moyenne, de sorte que j'en bénéficie également :

depuis l'existence de l'union monétaire (__l'UME__), mon « euro allemand » a constamment été très inférieur à cette moyenne, ce qui m'avait permis d'obtenir une position dont les autres membres ne pourraient me priver — tant que ces erreurs de construction déjà mentionnées demeureront et/ou tant que l'euro existera comme devise. —

Quel genre de partenariat est-ce ? Ou : Quel genre de communauté l'UE devrait-elle être, sinon une entité politique à la mode d'une camisole de force qui montre de plus en plus de traits néo-impérialistes ?

Pour parler franchement :

Un champion du monde de l'exportation excédentaire est agressif en soi ...

Puisque le comportement de l'hégémon allemand de l'UE montre qu'il n'a pas du tout l'intention de revoir sa politique, parce que lui et son élite de fonction « savent » qu'il a tout fait correctement,

oui, qu'ils « savent »,

qu'ils sont simplement meilleur que tous les autres.

(__D'ailleurs, c'est une vieille attitude Wilhelministe, dont l'idéologie revient maintenant comme une mise à jour, nommée « néo-Wilhelminisme ».__)

Il y a donc de bonnes raisons de croire que l'hégémon allemand et son élite dirigeante ne veulent pas entendre, alors ils doivent en supporter les conséquences. — Ou les conséquences s'appliquent-elles toujours seulement aux autres ?

Pour les Grecs, par exemple ?

Les Grecs ont perdu 30 pour cent de leurs performances économiques à cause des « réformes » absurdes qui font reculer les Grecs de plusieurs décennies, uniquement parce que cet hégémon a voulu donner un exemple aux Grecs. Un exemple qui sert maintenant d'exemple à tous les autres, même s'il est absurde. Cet hégémon se permet d'insulter celui, qui ne veut pas « entendre », qui ne veut pas suivre son « modèle », ou qui ose même l'appeler absurde — mais il est absurde.

Ne serait-il pas stupide de suivre un modèle absurde ?

Un exemple qui s'applique maintenant à tous ceux, qui osent mener une politique autre que sa politique d'austérité absurde.

Cette idée absurde doit donc maintenant être répétée en Italie. C'est ainsi qu'on l'imagine dans les cercles hégémoniques allemands.

J'appelle ça une maladie dangereuse.

J'appelle cela une maladie dangereuse qui a commencé avec la fondation de l'État allemand en 1871. La mentalité qui s'est développée à cette époque, et qui est donc devenue une mentalité populaire. Elle est ainsi devenue l'identité nationale des Allemands, puisqu'elle est liée à la formation de l'État-nation allemand, et a été appelée plus tard « Wilhelminisme » (*Je la nomme « la mentalité wilhelministe »*), ce qui, dans l'opinion générale, signifie l'époque de l'empereur Guillaume II, mais c'est, en fait, l'empereur Guillaume Ier (*1797-1888*) qui et son entourage ont fondé cette mentalité. Cette mentalité, actualisée depuis la fin de la guerre froide (*Je la nomme « la mentalité néo-wilhelministe »*), est cette maladie dangereuse : pour les autres, mais surtout pour les Allemands eux-mêmes. Cela signifie que l'élite allemande de pouvoir et ses satellites ne peuvent raisonnablement gérer ni la souveraineté ni le pouvoir. Il n'est pas nécessaire de le prétendre infondé, puisqu'il a été prouvé par les politiques pratiquées depuis la fin de la guerre froide et qu'il est toujours confirmé à nouveau (*Je ne parle pas de discours pour la fenêtre, mais de la manière dont l'Allemagne essaye de faire sa propre politique de pouvoir depuis*).

N'est-il pas juste d'appeler les choses comme elles sont ?

Ou quelqu'un a-t-il peur de cet hégémon, qui ne serait pas un hégémon sans l'euro, car où trouver la substance nécessaire pour un hégémon ?

Et, croyez-moi :

Personnellement, je n'aime personne comme hégémon, parce que j'aime l'être humain développé — j'aime les peuples libres.

Alors, j'aime les *Gilets Jaunes* !

Dans de telles circonstances il est nuisible de poursuivre l'adhésion à l'Union européenne, car ces graves erreurs qui ont par exemple gravement endommagé l'économie française ou l'économie italienne. Regardez le processus de désindustrialisation en France, parce que la cause pour ça n'est pas un manque de productivité française, puisqu'elle est égale à la productivité allemande, mais la raison pour ça c'est principalement la mauvaise construction de l'UME. Comme je l'ai dit, cela a entraîné de graves déséquilibres commerciaux entre les membres de l'UME. Ces graves déséquilibres commerciaux ne peuvent pas être réduits, car la soupape de remplacement est manquante — comme mentionné précédemment. Plus précisément, comme je l'ai dit déjà aussi, on pourrait réduire ces graves déséquilibres commerciaux manifeste, mais ça nécessite une politique anti-néo-libérale conséquente et on doit être très attentive, car ce processus devrait durer une quinzaine d'années pour éviter les chocs économiques (voir ci-dessus). Mais les idéologues néo-libéraux ne veulent pas le savoir, ni les médias grand public ni les spin doctors ni les politiciens néo-libéraux.

Qui profite le plus de cette fausse construction ?

Eh bien, ces défauts de construction sont une bonne chose pour un champion du monde de l'exportation en surplus.

Quel est le problème avec ça?

Le problème vient du fait que c'est mauvais pour beaucoup des pays membres de l'UME.

D'ailleurs, cette « bonne chose » ne concerne que le secteur de l'exportation, non l'économie domestique allemande, qui n'est pas en bon état, de même l'infrastructure, les écoles et les autres choses qui sont importantes pour une bonne prospérité sociétale en général.

Mais pour les politiciens allemands, les soi-disant journalistes, les idéologues néo-libéraux, les spin doctors, les exportations allemandes comptent à elles seules.

Mais c'est une exportation au détriment des autres.

Ce n'est pas une base pour une union monétaire commune.

Dans l'ensemble, ce n'est même pas une bonne base pour les relations économiques en soi.

Parce que vous transférez l'idée de la concurrence aux nations. Mais cela est faux et cela ne permet pas une prospérité générale. En raison que cela oblige tous à payer des salaires inférieurs à leur propre développement de productivité. C'est absurde.

Il est donc raisonnable, comme je l'ai dit déjà, de conclure que chaque pays qui veut avoir régulièrement des excédents à l'exportation est agressif.

Pour mettre fin à cette section et vous permettre d'y réfléchir :

l'économie et les relations commerciales et économiques ne sont pas des matches de football, mais elles sont destinées à servir au développement matériel en général au monde. Incidemment, ça, par ex., c'est une condition, si on a vraiment l'intention d'éviter constructivement les grandes migrations. De plus, une économie d'une production durable et des bonnes relations commerciales et économiques sont une condition préalable à la sauvegarde de la planète, dont on parle toujours tellement, car les gens ont besoin de bons salaires pour pouvoir acheter des biens produits de manière durable, car ils sont plus chers : Bien sûr, vous vous souviendrez immédiatement de la *Règle d'or des salaires*.

Il y a des gens qui disent :

« il faut plus d'Europe ».

C'est vrai, mais cela ne fonctionne qu'avec moins d'UE, sinon, nous aurons bientôt une nouvelle entité impérialiste ici, et une telle entité est toujours dirigée contre les intérêts de la masse de la population.

C'est inévitable.

Il faut quitter l'UE.

Il y a des gens qui comparent l'UE à les États-Unis sans connaître les grandes différences entre les deux entités socio-politiques. Par exemple, aux États-Unis, chaque état a ses propres lois, bien qu'ils aient tous une histoire commune.

(__Tout ce qui n'est pas contenu dans la Constitution fédérale américaine relève de la compétence des États américains, c'est-à-dire qu'ils peuvent décider eux-mêmes quelles lois ils veulent se donner et appliquer sur leur territoire fédéral américain.__)

Ainsi, en Europe, le seul moyen correct serait de le faire comme les États-Unis à ses débuts constitutionnels.

Cela ne signifie toutefois pas que les conditions réelles aux États-Unis doivent servir de modèle à l'UE, mais que, d'un point de vue constitutionnel, les États américains ont plus de possibilités indépendantes que les États qui sont maintenant membres de l'UE, bien qu'ils aient une longue histoire de souveraineté.

(__Il serait peut-être voire préférable d'avoir une communauté fondée sur l'idée du Commonwealth britannique des nations.__)

Par contre, dans l'UE on veut homogénéiser tous les coutumes et structure sociale des membres pays de l'UE, bien que

ces États sont des entités socio-politiques qui se sont évoluées historiquement à leur manière, de sorte qu'elles se sont développées différemment dans la tradition, les habitudes, la structure sociale et le droit.

Il doit être clair que cette évolution historique différente a également conduit à un mode de vie différent, qui est, entre autres, basée sur des expériences historiques et des préjugés positifs et négatifs, par exemple concernant leurs pays avoisinants.

Dans les situations de crise sociale, les élites du pouvoir étatique utilisent ensuite leurs satellites pour nous dire, par le biais de leurs médias conformistes, quels types de préjugés, par exemple contre la population d'un des États membres de l'UE, devraient être en première ligne en ce moment.

Les préjugés sont d'une grande importance pour des élites et leurs satellites de pouvoir dans des situations de crises sociales parce qu'ils peuvent être utilisés de façon variable. Ainsi, par exemple, permettant de transmettre la responsabilité de leur échec politique aux autres, car une des expressions de cet échec politique se traduit par une pression sociale croissante sur la masse de la population.

(__ Soit dit en passant, l'administration de l'UE elle-même est également maltraitée à cette fin, même si tous les commissaires européens sont envoyés à Bruxelles par les gouvernements nationaux des États membres de l'UE. Cela signifie

que la politique pratiquée à travers l'UE est, en vérité, désirée par les élites de pouvoir et leurs responsables politiques dans les États membres de l'UE. Mais au-delà, l'hégémon européen domine ces élites dans son sens. M. Macron en est seulement un exemple grave, parce qu'il met en œuvre la politique que l'hégémon allemand a fixé comme « modèle » — aussi pour la France. Et sans la France, l'Allemagne ne pourrait pas ignorer ou faire pression sur la volonté des petits États. Cela implique une corruption constante, soit dit en passant. Cela nuira encore davantage aux personnes prisonnières de la camisole de force de l'UE. En tout état de cause, cela a créé une « élite » dans l'UE qui « plane de 1,5 mètre du sol », c'est-à-dire sans lien avec la population. Cela fait d'une telle « élite », entre autres choses, qu'elle est cruelle.

Au fait, la résistance du peuple français, telle qu'elle s'est manifestée de façon impressionnante dans le mouvement des Gilets-Jaunes, est aussi dirigée contre cela. Au moins quand on regarde le résultat. Parce que ce qui s'applique au monde entier s'applique aussi aux peuples d'Europe, parce que je suis sûr que pour beaucoup, cela déclencherà une réflexion libératrice.

Par conséquent,

si les gens reconnaissent qui est réellement responsable de cette pression sociale croissante

(et je ne parle pas ici au sens de la « théorie du complot »)

leur colère serait dirigée contre l'élite du pouvoir et leurs satellites dans le pays où ils ne sont en fait que des prisonniers en probation.

C'est toujours le cas lorsque

les gens veulent vraiment poser la question du pouvoir.

Autrement dit :

Le vrai visage d'un État se révèle alors, et soudain, dans son propre pays, ce que les satellites de l'élite de pouvoir correspondante disent toujours à la population emprisonnée dans l'État de l'élite de pouvoir correspondante, ne joue plus un rôle, si ces satellites prétendent qu'il faudrait « prendre des mesures » contre les violations des droits humains dans d'autres pays, que des guerres devraient alors être menées contre ces pays — des guerres, qui sont aujourd'hui appelés « guerres des droits humains » en langue orwellienne, bien que ces élites de pouvoir et leurs satellites ne s'intéressent en fait qu'aux ressources minérales disponibles là-bas, ou en raison qu'ils veulent déterminer quel gouvernement doit dominer la population locale là-bas, parce qu'un tel pays revêt une « importance stratégique » pour les dites élites et ses satellites, puisqu'il y aurait une certaine « concours d'intégration », comme le dit un autre terme orwellien, bien qu'il s'agisse en fait de déguiser leurs propres politiques de pouvoir néo-impérialiste — de cette manière, la question des droits de l'homme perd rapidement de l'importance dans les États-nations connus dans le monde entier comme « démocratiques » : même pour leurs propres peuples en semi-liberté.

Mais il est vrai qu'il y a effectivement des pays qui, par leur comportement,

c'est-à-dire leurs politiques, qu'ils exigent des autres, confirment quel type de préjugés peut être justifié —

comme le démontre de manière impressionnante l'hégémon de l'UE.

Ici, dans cette partie de l'Europe appelée l'UE, où l'hégémon allemand règne avec son élite de fonction, et où lui et son élite sont d'avis que tous les pays extérieurs à cette union lobbycratique n'appartenaient plus à l'Europe, donc la Grande-Bretagne n'appartient plus à l'Europe ...

(__qui n'est qu'une des expressions de la vraie satire quotidienne de cette élite__)

Le satiriste en ère de la lobbycratie est un pauvre type. Car comment peut-il encore faire la satire dans de telles circonstances, où la satire est aussi réelle que mortelle ?

Pour répéter cette expression exemplaire de la réalité satirique en ère de la lobbycratie :

Ici, dans cette partie de l'Europe appelée l'UE, où l'hégémon allemand règne avec son élite de fonction, et où lui et son élite sont d'avis que tous les pays extérieurs à cette union lobbycratique n'appartenaient plus à l'Europe, donc, par exemple, la Grande-Bretagne n'appartient plus à l'Europe, les élites de pouvoir et leurs satellites, complètement séparés des peuples et méprisant les peuples, ont depuis longtemps recommencé à rêver leur vieux rêve.

(__Au fait, ce rêve a commencé peu à peu après la fin de la guerre froide de nouveau.__)

Et c'est l'élite allemande qui se démarque surtout dans ces rêves, car en rêvant, ces élites et leurs satellites ont toujours été exceptionnels.

C'est un rêve qui implique l'homogénéisation des peuples enfermés dans la camisole de force de l'UE, parce que leurs idéologues pensent qu'autrement ils ne seront pas capables d'atteindre une telle homogénéisation.

(__Il ne s'agit pas ici de répondre à la question de savoir si c'est possible, mais que c'est ce que ces idéologues croient.__)

L'homogénéisation de tous les pays européens

est une idée qui trouve finalement son origine dans la pensée d'un certain M. Hegel. Cette homogénéisation passe par la mise en place de règles sociales identiques dans tous les Etats membres de l'UE. C'est tout à fait comparable aux règles d'une religion monothéiste, dont les doctrines sont contraignantes

pour tous ses adeptes. Ainsi, des peuples entiers peuvent être conduits comme une seule personne. Mais la force unificatrice de la religion monothéiste traditionnelle la plus importante d'Europe, le christianisme, a nettement diminué. Du point de vue des élites européennes de pouvoir sous la tutelle de l'hégémon allemand, un nouvel ensemble de règles contraignantes pour tous est donc nécessaire. Ces règles sont introduites par des lois et des règlements selon « l'Agenda 2010 », de sorte que la masse des gens ne peut s'empêcher de se comporter selon des règles qui sont considérées comme contraignantes. L'homogénéisation en cours dans l'UE est donc basée sur les dogmes de l'idéologie néo-libérale. Cela signifie que « l'idée » de Hegel, qui se reflète dans le terme « esprit de peuple », s'amalgamée dans l'UE avec des dogmes néo-libéraux, de sorte qu'il est possible de faire fonctionner tous les peuples, homogénéisés de cette manière, dans le sens de la doctrine néo-libérale.

En réalité, « l'esprit de peuple » résulte du fait que, sur la base d'une longue tradition de vie commune et d'expériences partagées, une conscience commune émerge, qui inclut alors aussi une perception commune. Bizarrement, la conscience d'une classe dirigeante détermine toujours quel « esprit de peuple » prévaut dans un peuple — ou n'est-ce pas bizarre du tout ?

(D'ailleurs, une situation révolutionnaire se caractérise par le fait que le soi-disant « esprit de peuple » traditionnellement dominant est remplacé par un autre.)

D'ailleurs, c'est une merveilleuse idée en tête, qui révèle uniquement en réalité, qu'elle est ex-

clusivement une vision, une vision « pure » de l'esprit, sans contact avec le sol, c'est-à-dire ce qui est vraiment important pour les personnes réelles, car la conscience détermine l'impression d'avoir un sens de l'unité. — C'est le cas, par exemple, des élites du pouvoir et de leurs satellites, qui savent où se situent leurs intérêts.

Malheureusement, ces connaissances font souvent défaut parmi les peuples, et cette ignorance est instrumentalisée dans l'intérêt des élites de pouvoir des États nations.

Et en raison que cette homogénéisation est basée sur le « modèle allemand », c'est-à-dire que l'économie d'un pays doit être strictement orientée vers l'exportation, cela signifie que l'UE formera un « bloc exportateur », de sorte que l'on exporte constamment plus vers le reste du monde que l'on en importe.

Il s'ensuit que

l'entité politique UE doit être agressive, si ses États membres forment un tel « bloc exportateur », car si un champion du monde de l'exportation est structurellement agressif, alors un « bloc exportateur », surtout sous la tutelle de l'hégémon allemand, n'être rien d'autre que structurellement agressif

(D'autant plus qu'il n'est pas rare que les élites de pouvoir européennes se comportent de la sorte — voilées par de beaux mots secrétées de leurs satellites. —)

Par conséquent, le terme « Empire de la paix », en tant que désignation pour l'UE, ne peut être qu'un terme de la langue orwellienne.

Eh bien,

pour illustrer davantage l'étrange politique de pouvoir de l'UE :

La politique américaine est sans aucun doute à critiquer fondamentalement sur de nombreux points. Seule la question se pose s'il faut supposer qu'il faudrait tenir compte du fait qu'une meilleure politique de l'UE se poursuivrait, si son hégémon est apparemment génétiquement un champion du monde d'exportation excédentaire et si tous les membres de l'UE doivent être soudés en un « bloc exportateur », afin, bien sûr, d'exporter dans le reste du monde constamment plus que l'on en importe, si cet hégémon et son élite de fonction de l'UE pourraient prendre le rôle des États-Unis comme puissance dominante dans le monde ? On ne peut pas le supposer, car un « bloc exportateur » n'ouvrirait jamais son marché à ses propres « partenaires » au monde, ce qu'ont fait les États-Unis toujours, par contre. On ne peut donc pas supposer que le soi-disant « empire de la paix de l'UE » puisse être autre chose qu'une véritable entité orwellienne.

(__ Cette hypothèse est également admissible car l'expérience acquise depuis la fin de la guerre froide la confirme, c'est-à-dire depuis la transformation de l'UE au début des années 1990 jusqu'à sa qualité actuelle. __)

Il est vrai que le gouvernement fédéral américain doit être d'accord si un État américain veut quitter les États-Unis, mais, pour autant, faudrait-il s'attendre à ce que s'il voudrait vraiment quitter les États-Unis, que ce souhait soit accepté par le gouvernement américain et qu'il fasse tout son possible pour maintenir de bonnes relations après son retrait de l'Union (*__ au moins à cette condition, que la Constitution américaine serait prise au sérieux par un gouvernement américain __*).

Cela est bien sûr lié à l'histoire des États-Unis d'Amérique, dans laquelle il y avait différents cou-

rants de pensées, dont l'un était que, puisque les États s'étaient volontairement joints aux États-Unis, ils pourraient aussi quitter volontairement cet union, ce qui avait entraîné, entre autres, la guerre civile américaine (*__que nous appelons la guerre de Sécession__*) qui a duré de 1861 à 1865 et qui, en conséquence de ce courant mentionné, a ensuite entraîné le renforcement du pouvoir central américain.

(__Ce renforcement du pouvoir central américain pourrait également attirer l'attention de l'observateur sur le fait que les citoyens de l'USA doivent pouvoir prendre leurs décisions aussi librement que possible.

Même si

ladite liberté signifiait avant tout celle des citoyens propriétaires,

pourrait être

ladite liberté limitée facilement étendue à tous les habitants d'un pays, pour qu'elle appartierait à tous, parce qu'il serait alors dans l'intérêt de tous que chacun ait la possibilité d'atteindre le plus haut niveau culturel possible, ce que son pays rendrait possible.

C'est-à-dire aussi :

*sur la base de ce que ce pays rendrait matériellement possible, donc par la participation de tous à la productivité ... en raison de respecter la Règle d'or des salaires (*__voir au-dessus__*).*

Évidemment, le pouvoir central américain a d'abord été très faiblement développé, ce qui a renforcé les tendances sécessionnistes, ce qui a finalement conduit à la guerre civile mentionnée ci-dessus (*__bien sûr pour d'autres raisons aussi, mais nous n'avons pas besoins nous en intéressé dans ce contexte__*).

De même on puisse constater que le courant de pensée mentionné au-dessus avait certainement aussi qu'apporter sa pierre à l'édifice de renforcer le pouvoir central, mais en laissant autant que possible du pouvoir de décision aux différents États des États-Unis.

On ne s'attendrait à rien d'autre de la part du Canada :

Si, par exemple, la province de Québec voulait se déclarer souveraine, le gouvernement canadien tenterait d'empêcher cette volonté québécoise par la négociation, mais si les Québécois ne voulaient pas être empêchés de le faire, le gouvernement canadien ferait tout en son pouvoir pour que de bonnes relations continuent après le départ du Québec.

Par contraste,

il ne faut pas s'y attendre de la part de l'hégémon de l'UE et de son élite de fonction, car l'expérience montre que l'UE se comporte d'une façon qui illustre de manière impressionnante,

que

la volonté de la majorité des britanniques de quitter l'UE était juste : En fait, le référendum Brexit a été soutenu par toutes les couches sociales et tendances politiques au Royaume-Uni.

(__Et que même si les Britanniques ont été bombardés de toutes parts par des « études » pour montrer que le référendum Brexit à la mi-2016 allait entraîner l'effondrement de leur économie — rien de tout cela n'était vrai.__)

Par exemple,

les négociations Brexit, en particulier sous la pression allemande, n'ont pas été menées dans le but d'obtenir des résultats de négociation raisonnables afin de maintenir des relations de bon voisinage avec de bonnes relations commerciales pour toutes les parties concernées, mais cela fait partie de la stratégie définie du côté allemand que les négociations Brexit soient retardées aussi longtemps que possible afin que le Brexit ne soit pas un succès pour Londres, comme un des participants allemands l'a annoncé début 2018.

Ou pensez

aux référendums organisés dans les différents États membres de l'UE à la suite

d'une politique dictée par l'hégémon de l'UE, parce que cette politique nuire apparemment (pas seulement) à la population dans ces États membres.

La conclusion suivante peut donc être tirée de l'expérience avec l'UE, son hégémon et l'élite de fonction de l'UE :

Si les dirigeants européens le peuvent, ils fassent

tout

ce qui est leur en pouvoir pour empêcher ceux qui voulaient quitter cette camisole de force de le faire.

Cela inclura également des interventions militaires, qui auront lieu dès la mise en place de ce qu'il est convenu d'appeler « l'armée européenne » :

Selon la zone d'insurrection, des soldats d'autres parties de l'UE sont alors envoyés pour réprimer l'insurrection, car il est plus facile de tirer si ce ne sont pas leurs propres enfants qui sont visés.

Toutefois,

si un soulèvement aboutit à l'indépendance d'un ancien membre de l'UE, les relations entre l'UE dans une camisole de force et cet État voisin nouvellement indépendant ne pourraient qu'être mauvaises.

C'est stupide,

mais cela montre clairement que l'UE est

ne sait pas comment attirer la masse des citoyens des États membres de cette Union.

Qui

ne s'intéresse qu'à une politique de pouvoir pur, à sa propre industrie d'exportation, mais pas à la question de savoir si cela conduit à une exportation de chômage vers les pays avec lesquels il fait partie d'une union monétaire commune, et

— en raison de la préservation du pouvoir politique dans son pays —

ne s'intéresse qu'aux prochaines élections fédérales ou régionales, ne peut développer ou maintenir une politique pacifique, nécessaire au bien commun de l'Europe.

* * *

**Pourquoi l'élite européenne nous dit-elle
que nous avons besoin d'une soi-disant « armée européenne » ?**

Que se passerait-il,

et c'est exactement « l'idée » de l'hégémon de l'UE et de son élite de fonction,

si, par exemple,

tous les membres pays de l'UE devait devenir un « bloc exportateur », c'est-à-dire exporter davantage vers le reste du monde que l'importer du reste du monde, comme le fait constamment l'Allemagne ?

Donc à la mode du mercantilisme d'il y a 400 ans, bien que nous sachions maintenant qu'il s'agit d'un modèle économique inadapté pour permettre la prospérité de toutes les parties concernées. La forme allemande du mercantilisme diffère de l'ancienne en ce que ce sont maintenant les entreprises qui, par l'intermédiaire de leurs lobbyistes, demandent à l'État d'adopter des lois et des règlements dans leur propre intérêt : « l'Agenda 2010 » en est un exemple. — (C'est, d'ailleurs, la « Bertelsmann Stiftung », qui a fourni le plan directeur. Certains appellent aussi ce néomercantilisme « merkelantisme ».)

Cela entraînerait de graves guerres commerciales, car il en résulterait une « concurrence des nations », ce qui est une chose

extrêmement dangereuse, car cela signifie également que, dans quelque part du monde, les intérêts économiques de ce « bloc exportateur » devraient être militairement à « pacifier », puis, bien sûr, il faut installer un gouvernement fantoche.

Pour le répéter de façon explicative :

Un champion du monde à l'exportation ou un champion du monde avec un surplus d'exportation constant est agressif par nature parce qu'il doit constamment ouvrir de nouveaux marchés, sinon son économie va se contracter, car sa propre économie nationale étant totalement ruinée déjà : en raison d'une répartition insuffisante du pouvoir d'achat, résultant d'un développement des salaires qui reste constamment en dessous de la *Règle d'or des salaires*.

Alors, dans quel but cet hégémon et son élite fonctionnelle de l'UE ont-ils besoin de la soi-disant « armée européenne » ?

Pour notre bien ou le leur ?

Certes, si vous souhaitez exporter partout, le monde entier devient votre propre « arrière-cour ».

Mais les autres peuvent-ils aimer cela en permanence ?

Certainement pas.

Donc, pour de bonnes relations internationales, vous avez aussi besoin d'une économie non entraînée vers l'exportation.

Mais pourquoi avons-nous besoin d'une économie ?
Quel est le sens, quel est le but d'une économie ?

En réalité, la tâche première d'une économie est de fournir la base pour le développement de sa propre société dans son ensemble.

Car : pour quoi vivons-nous?

Être un appendice d'une machine de travail?

Non, la population active ne doit pas être à la disposition de l'économie en tant qu'une marchandise,

comme c'est le cas de l'économie néo-libérale,

mais l'économie doit être existante au sens et dans l'intérêt de toute la population,

afin que le plus grand nombre puisse découvrir et développer son propre potentiel individuel —

au profit de la société dans son ensemble et de son développement économique.

Pour une telle politique, vous n'avez pas besoin d'une « armée des Européens », parce que cette armée,

comme toutes les armées,

serait seulement l'outil de l'élite du pouvoir de l'UE et ses satellites en politique, en science des spin doctors, en médias conformistes et en milieu culturel néo-libéral, car les

membres de cette élite et ses satellites croient d'être les « européens ».

Mais en réalité,

ils sont aveugles d'un point de vue idéologique,

puisqu'ils sont des déséquilibrés égoïstes ou même narcissistes,

car ne seraient-ils le pas,

ils pratiqueraient une politique différente.

Ce n'est qu'alors que

les êtres humains des peuples d'Europe pourront développer une identité saine, c'est-à-dire

si ces êtres humains ne sont pas formés et persuadés par cette élite de mener des guerres dans l'intérêt de cette élite, de sorte qu'une identité au sens de cette élite émerge,

mais, uniquement, dans une situation de prospérité économique et culturelle partagée par la masse de la population, il est possible de développer une identité saine chez les peuples de l'Europe —

car seulement dans ces conditions les peuples peuvent développer relativement bien leurs potentiels créatifs individuels.

L'UE est une camisole de force ou, autrement dit :
une entité néo-impérialiste

Au lieu de tirer les leçons appropriées des réactions à la suite des politiques néo-libérales, qui se manifestent dans une grande partie de la population des différents États membres de l'Union européenne, au fait, c'est une politique qui,

d'une part,

sauve les banques ou, par exemple, aide les riches, qui n'ont ni besoin de cette aide ni serait économiquement ingénieux,

et d'autre part,

cette politique s'exprime dans le fait que pour une partie toujours croissante de la population, la pression sociale augmente constamment et génère finalement une peur existentielle.

Notamment produit en particulier

par des salaires inadéquats, de sorte qu'un nombre croissant des salariés ne permet pratiquement plus de gagner leur vie, de sorte qu'ils dépendent de plus en plus de la soi-disant aide sociale de l'État, quoiqu'ils sont employés à plein temps, sans parler de la possibilité de participer à des événements culturels — ou/et encore cette politique génère une peur existentielle par la destruction des systèmes de sécurité sociale tels que l'assurance maladie et l'assurance retraite, ainsi que la

peur existentielle due à la perte d'emplois dans de plus en plus d'industries. Une politique aussi, qui inclut également la négligence des opportunités éducatives à la plupart des enfants et des jeunes ou la pauvreté toujours croissante des aînés Ou le manque de soin négligent des infrastructures et des transports publics.

Donc au lieu,

par exemple,

de tirer les leçons de la volonté grecque de mettre un terme à cette « politique de réforme structurelle néo-libérale » avec ses conséquences destructrices.

il faut répéter que cette « politique de réforme structurelle » a conduit à une baisse de 30% de la production économique grecque, simplement à cause des soi-disant « réformes », et cette catastrophe n'empêche pas les « grands » et « philanthropes » démocrates allemands de célébrer ces « réformes » comme un succès — car les jeunes Grecs pourraient aussi travailler dans des usines allemandes, car cela ne joue plus de rôle dans cette UE, non ?

C'est dégueulasse !

Donc au lieu,

de mettre un terme à cette « politique de réforme structurelle néo-libérale »,

comment les Grecs ont exigé lors du référendum à la mi-2015 ...

(*Soit dit en passant, 80% des jeunes Grecs avaient voté contre ces « réformes structurelles », mais ce qui n'intéressait aucun des « grands » et « philanthropiques » démocrates allemands, car ce référendum nommé « OXI » à ces soi-disant « réformes » était purement « populiste », bien sûr*),

Au fait,

quand est-ce que quelque chose est considéré comme « populiste » dans la lobbycratie ?

La question de savoir si quelque chose est « populiste » est déterminée par les idéologues néo-libéraux, les apologistes, les spin doctors du système, les dirigeants syndicaux néo-libéraux, les représentants culturels néo-libéraux officiels ou privés, les politiciens néo-libéraux de toutes les couleurs politiques du système lobbycratique, au moins tous ces partis, qui font partie des parlements des prétendues démocraties. Les quelques exceptions qui y existent peuvent être considérées en toute confiance comme « feuille de vigne » du système lobbycratique : La démocratie est célébrée, à savoir elle n'est pas vécue, mais elle doit venir du peuple — chaque jour ... incompatible avec une lobbycratie, donc une telle demande ne pourrait être que « populiste ». (*Quant à l'adjectif « populiste », voir aussi les pages XIV-XV.*)

Cela signifie que

quelque chose est chaque fois « populiste » n'importe quand, lorsqu'on revendique quelque chose qui contredit évidemment la ligne dogmatique du néo-libéralisme.

Pour éviter cela,

le système tient les soi-disant politiciens de gauche et les partis correspondants prêts — c'est-à-dire ceux qui font du tam-tam politique pour mener les gens légitimement indignés dans la prochaine impasse politique.

Mais ce ne sont pas seulement ces pseudo-politiciens de gauche

qui sont obligés de faire ce tam-tam, mais les bruits tam-tam correspondants peuvent aussi être entendus du côté politique de droite du système néo-libéral.

Car il s'agit toujours de distraire la masse des gens de la cause de cette politique.

Au fait,

les partis politiques de droite correspondent d'ailleurs à l'angle d'inclinaison du système néo-libéral, c'est-à-dire que dans le « néo-libéralisme » le préfixe « néo » ne signifie pas que le « néo-libéralisme » serait une version actualisée du « libéralisme ».

Car tandis que

les néo-libéraux prétendent que l'Etat n'aurait pas sa place dans l'économie, la doctrine néo-libérale exige en fait le recours à la force de l'État, mais uniquement pour exercer une influence sur les structures sociales et les individus, afin de répondre aux besoins des entrepreneurs (*de leur point de vue*) et des acteurs du marché financier (*de leur point de vue*), de sorte qu'une situa-

tion sociale se crée dans laquelle tous êtres humains deviennent concurrents.

Il est donc dans la nature d'une telle doctrine

que toutes les structures sociales existantes qui empêchent, perturbent ou entravent cette concurrence doivent être éliminées.

Ce n'est qu'alors qu'existerait

une concurrence parfaite et que le système néo-libéral pourrait déployer tout son « pouvoir ».

Cependant,

cette doctrine a un petit défaut. Car puisque ladite « concurrence de tous contre tous » est un principe artificiel³⁰,

qui n'existe donc pas en soi,

elle doit toujours être maintenue par l'Etat — par des « réformes structurelles ».

Ou au lieu de se demander d'où vient le véritable désir des Britanniques d'échapper à la camisole de force de l'UE ...

³⁰ Voir Michel Foucault, « La naissance de la biopolitique — Cours au collège de France » (1978-1979), Éditions Gallimard / Edition du Seuil, Paris, 2004, y voir la leçon du 7 février 1979.

Selon l'affirmation des « grands » et « philanthropiques » démocrates allemands, ce seraient été surtout les « vieux » Britanniques qui se seraient prononcés en faveur du Brexit, de sorte que ces Britanniques sénile gâcheraient l'avenir des « jeunes » Britanniques, et pour éviter ça, selon l'affirmation desdits « grands » et « philanthropiques » démocrates allemands, il faudrait offrir la citoyenneté allemande aux « jeunes » Britanniques.

Bien sûr que c'est grotesque, mais si ce n'est pas de la satire, pourriez-vous quand même en rire ?

... Alors, au lieu de tirer les bonnes conclusions des réactions exemplaires mentionnées ci-dessus et de s'abstenir d'autres paroles stupides,

voire insultantes,

à l'avenir,

les « dirigeants » politiques sous la tutelle de leur hégémon, que ce soit au niveau de l'UE ou au niveau politique des États membres de cette Union de caractère de camisole de force, ont seulement l'intention de continuer à jouer à leurs jeux de pouvoir (*__sous la tutelle de leur hégémon__*), même si tout sombre dans le chaos.

Ou en d'autres termes,

en raison que le régime Macron est installer de poursuivre l'orientation néo-impérialiste de l'UE, surtout au profit de soi-disant hégémon allemand de l'UE et,

en raison que cette entité ignore totalement c'est que les peuples européens veulent

(__rappelez-vous les référendums de ces dernières années seulement [__en Grèce, en Royaume-Uni, en Wallonie, en Catalogne__] — en raison que, bien sûr, l'UE est quelque chose différent de l'Europe__),

Cela ne peut donc qu'impliquer que,

comme l'exigent les Gilets Jaunes en France,

le RIC (__le Référendum d'Initiative Citoyenne__)

devrait poser impromptu les questions suivantes :

Démission du régime Macron oui ou non?

et :

Frexit oui ou non ?

Car avec un Frexit, ce monstre serait mort

et on pourrait,

dans le contexte des expériences vécues,

développer une relation raisonnable entre les peuples européens, où une monnaie commune pourrait appartenir d'ailleurs.

Mais le système monétaire devrait alors être correctement construit, c.-à-d. contrairement au mauvais système existant. Sinon, vous pouvez vous épargner une monnaie commune.

Et que ce soit avec ou sans monnaie commune, en raison que l'idéologie néo-libérale et ses croyances se sont avérées fausses, il faut apporter-les au musée, ainsi qu'enrichi de commentaires explicatifs illustrant la nocivité de cette idéologie, en raison que l'expérience acquise devrait être suffisante.

Sinon, nous ne pouvons pas commencer à construire une société humaine, dans laquelle chacun doit, bien sûr, participer pour son propre bien et dans l'intérêt commun,

car c'est une joie quand

l'expérience des personnes âgées et le feu des jeunes s'unissent, pour créer une société à la fois humainement chaud et économiquement productif.

C'est notre tâche essentielle en tant que race humaine !

Pour conclure ...

Par surcroît, une élite cruelle peut être reconnue par le fait qu'elle agit contre les intérêts de masse de la population d'un peuple ou d'une communauté d'États. Prenons l'exemple des référendums : Si ceux-ci ne se révèlent pas dans le sens de l'élite de l'UE, ils seront ignorés, car celle élite-là, complètement séparée de la population, rêve d'un empire

(*nommé « l'empire de la paix » en langue orwellienne*)

dominé par l'hégémon allemand de l'UE, car, selon leurs calculs, il ne pourrait qu'ainsi atteindre sa taille maximale : Car qui pourrait être mieux placé pour une telle tâche qu'un hégémon qui a déjà prouvé sa « grandeur » en tant que champion du monde des exportations excédentaires permanentes, n'est-ce pas ?

Cela ne peut que marcher sous la condition qu'il y a des structures dictatoriales.

Mais en réalité, à l'exception de quelques années, ce rêve, n'a pas fonctionné même pas marcher lorsque le mythique Charlemagne³¹ avait pleinement établi le système du féodalisme en Europe, pour reconstruire l'Empire romain, car pour cela il faut une camisole de force dans laquelle il faut mettre les peuples.

³¹ Voir l'annotation sur les pages 4-7, commençant par : « Un regard désinvolte sur certains éléments de l'histoire associés à ce qui se passe aujourd'hui ».

Qu'est-ce qui devrait être positif ou même progressiste à ce sujet ?

Aujourd'hui déjà, l'UE exerce sur ses États membres une influence que les États-Unis n'ont pas. (__J'ai déjà mentionné ce sujet ci-dessus.__)

Toutefois,

il est clair que les peuples des États-nations européens ne veulent pas être mis dans une camisole de force.

(__Qui dans ce monde veut ça ? __)

Le développement socio-politique morose de l'UE en est la preuve.

(__Ou cette évolution aurait-elle dû être le fruit du hasard, voire de l'omnipotence de Poutine, et non d'une politique stupide qui apporte néanmoins des avantages à quelques ? __)

Il est donc clair que l'entité politique de l'UE est institutionnellement dirigée contre la masse des citoyens des États membres de l'UE.

Existe-t-il une meilleure preuve que le mouvement des Gilets Jaunes — car qui pourrait croire qu'il

s'agit d'un produit du hasard et non d'une réaction vraiment sensée du peuple français contre une politique fondamentalement erronée ?

Eh bien, M. Macron ne fait rien d'autre que d'introduire le « modèle allemand » en France.

Un « modèle », cependant, qui ne peut pas être répété parce qu'il exige des conditions particulières pour son fonctionnement, qui n'existent qu'en raison d'une mauvaise construction de l'UME (*__comme déjà mentionné plus haut__*), de sorte que le fonctionnement dudit « modèle » ne peut être répété par les autres. Ces conditions artificielles ne pouvaient que donner l'impression que cela fonctionnerait.

Eh bien,

cette tromperie est déjà assez mauvaise, mais ce soi-disant « modèle » sert maintenant « d'exemple brillant » pour tous les autres membres de l'UE.

Je suis sûr que vous vous souviendrez du rêve de l'hégémon de l'UE et de son élite de fonction mentionné ci-dessus. Afin de réaliser ce rêve,

dont rêve toute élite de pouvoir,

ils sont en train de transformer chaque membre de l'UE en un modèle dit allemand.

Mais nous savons maintenant que c'est un modèle qui ne fonctionne que sous certaines conditions.

Mais peut-on appeler quelque chose un « modèle », qui ne fonctionne que dans des conditions très spécifiques ? Certainement pas.

Indépendamment de la question de savoir si ce « modèle » fonctionne ou non, si l'on veut établir un tel modèle dans tous les pays, il faut intervenir profondément dans les structures de ces pays.

Pourquoi croyez-vous que les idéologues néo-libéraux, les apologistes, les spin doctors, les journalistes conformistes, les acteurs culturels officiels, les politiciens de la lobbycratie, sont à nos oreilles avec le terme orwellien « réformes structurelles » ?

Comme vous pouvez l'imaginer, cela signifie que l'influence de Bruxelles s'étend finalement à toutes les municipalités de l'UE. Mais comme le « brillant exemple du modèle allemand » doit être introduit partout, l'influence de Berlin s'étend à toutes les communautés de l'UE de cette manière.

Si vous voulez accepter cette évolution manifestement erronée, je vous en prie, c'est votre affaire, mais je ne peux pas accepter une chose dont je sais qu'elle est en effet nocive.

Il y a des gens qui disent :

« L'UE a assuré la paix en Europe ». — Ce n'est pas vrai, elle n'a pas empêché les guerres en Europe.

Pensons l'exemple de l'ex-Yougoslavie.

C'est l'élite de pouvoir allemande et ses satellites ...

(et en aucun cas seulement le gouvernement Kohl de l'époque, c.-à-d. en particulier les membres vedettes du Parti Vert, c'est un parti dont tout le monde sait qu'il est pour la « paix », n'est-ce pas ?... de même beaucoup de membres du SPD, bien sûr, et, de toute façon les journalistes allemands — tous débordés du « sentiment de paix »)

... qui a mis les autres membres de la Communauté européenne sous pression

(après que l'Allemagne a eu retrouvé une certaine souveraineté au début des années 1990, c'est-à-dire avant la fondation de l'UE en 1992)

pour accepter leurs politiques yougoslaves.

En d'autres termes,

l'élite de pouvoir allemande a subordonné son approbation de la monnaie unique, l'euro, à la condition que les autres acceptent sa *propre* politique étrangère. Mais c'est cette politique qui a provoqué l'effondrement total de la situation en Yougoslavie, et parce que la politique allemande de l'époque était alors complètement surmenée d'un développement dans lequel elle avait joué un rôle clé, les Etats-Unis ont dû reprendre l'initiative et replacer ce « partenaire en leadership » dans la deuxième rangée pour, donc comme à l'accoutumée, donner « l'impression de paix » avec le poing militaire après la destruction de la Yougoslavie.

Ou pensez à la guerre d'agression contre la Serbie en 1999, qui avait évolué de cela, ou, en conséquence, la mise en place de l'état mafieux du Kosovo en 2008.

Le gouvernement allemand a reconnu cet État en 2008, sachant pertinemment qu'il s'agirait d'un État mafieux.

Aucune personne, voulant s'enfuir de là-bas, ne se verrait accorder l'asile en Allemagne, car cela signifierait qu'on devrait admettre que la politique, que l'Allemagne a largement causé, est un fiasco total. Mais si quelqu'un vient de Serbie qui voulait demander l'asile, il aurait de bonnes chances — parce que les Serbes sont des personnes très mauvaises, n'est-ce pas ?

Puis, à titre d'autre exemple déjà mentionné, il convient de rappeler de quelle manière ont été traités les référendums en Grèce en 2015, au Royaume-Uni en 2016, en Wallonie en 2016, en Catalogne en 2017 n'a été ni démocratiquement légitimé ni digne et, surtout — en aucune façon convaincu pour un « empire de la paix ».

Aussi la manière dont la situation en Grèce a été gérée à partir de la fin de l'année 2009 parle d'elle-même —

et je répète cet exemple, au point de vomir, parce qu'il est tellement exemplaire, parce qu'il sert d'exemple à tous les peuples de cette camisole de force nommée l'UE, s'ils n'osent penser qu'à une autre politique :

La Grèce a perdu 30% de sa production économique à cause des soi-disant « réformes structurelles » !

Et ce développement catastrophique, provoqué par une mauvaise politique, est célébré comme un succès !

De plus, la Grèce n'est pas tirée d'affaire, même si c'est ce qu'ils prétendent, mais elle tombe dans le statut d'un pays en développement !

En outre, la Grèce n'est pas tirée d'affaire, même si les soi-disant « démocrates » et « philanthropes » allemands l'affirment, mais elle retombe dans le statut de pays en développement ! C'est irresponsable ! C'est impardonnable ! — Une chose est certaine : après la fin de la seconde moitié de la Première Guerre mondiale du 20^e siècle, c'est-à-dire après 1945, si les Allemands avaient été des Grecs et les Grecs des Allemands, l'Allemagne aurait eu du mal à se remettre ! Car alors les Grecs auraient insisté pour obtenir des réparations immédiates pour les dévastations de leur pays commises par les Allemands : sans pardon ! Et ils n'auraient pas été les seuls !

Tout cela pour des raisons de politique de pouvoir et réalisé en contradiction totale avec les normes démocratiques minimales. À cette fin, maintenant,

ils permettent aux spéculateurs sur le marché financier de spéculer contre l'Italie — et la BCE ne doit pas intervenir, disent-ils, en raison des lois du marché, et en général : les « marchés » devraient faire entendre raison aux Italiens.

C'est vraiment grotesque.

Non, l'avenir de l'UE est sombre. Et l'élite de l'UE le sait.

C'est pourquoi ce contrat déraisonnable avec le Royaume-Uni.

Du point de vue de l'élite de pouvoir de l'UE, le cas est clair :

Du point de vue de cette élite, les gens doivent avoir peur de ne pas prendre leur destin en main. C'est une question de pouvoir, pas de démocratie et de droits de l'homme, ce sont des phrases qui sont toujours prononcées à l'époque, si cette élite se sent en sécurité en selle, mais quand il s'agit des « intérêts durs » de l'élite de pouvoir, sa politique parle une langue différente et la propre population devient l'ennemi de cette élite — donc cette élite est l'ennemi du peuple !

Il y a des gens qui disent :

« l'euro serait la monnaie la plus importante du monde ».

Vraiment impressionnant.

En fait, l'euro est une monnaie étrangère à tous les pays membres de l'UE.

À quoi sert ça ?

Eh bien, de cette façon, chaque pays peut être soumis à la convoitise des spéculateurs sur le marché financier, c'est-à-dire des personnes, des entreprises et ainsi de suite, parce qu'aucun des pays membres de l'UE ont plus sa propre

banque centrale. Cela peut être favorable pour un champion du monde exportateur, c'est-à-dire pour des riches de ce « maître », mais pas pour sa population normale.

Une telle politique serait comme un coup de fouet au visage de la masse de la population d'un pays, où pourrait être pour un gouvernement, s'il voudrait en fait poursuivre une politique qui profiterait à la masse de la population du pays, qu'il gouverne. — Cependant, un tel gouvernement serait extrêmement improbable aujourd'hui : l'établissement de tous les pays néo-libéraux est, bien sûr, néo-libéral. Comment ça pourrait être différent dans l'ère de la lobbycratie ? Même s'il puisse y avoir des nuances.

Mais, en vérité, ce n'est pas l'euro lui-même, car ce n'est qu'une monnaie, mais c'est à cause de la mauvaise construction de l'UME.

Il y a des gens qui disent :

« l'inflation a été stoppée ».

Il ne s'agit cependant pas d'enrayer l'inflation

(*une réduction à zéro serait très dangereuse*).

Mais de maintenir une distance suffisante par rapport à zéro. Comme déjà mentionné plus haut, l'objectif de la BCE est de 2%, mais l'augmentation des prix pourrait également être de 3%, ce qui ne serait pas si grave, car une banque centrale dispose de tous les moyens pour abaisser ce taux. — Il s'agit aussi de garder un œil sur les conditions de sa propre économie.

En vérité, la meilleure façon d'avoir une valeur d'inflation raisonnable, c'est de respecter la règle du salaire d'or (voir ci-dessus) — car ce sont les salaires qui déterminent le taux d'inflation.³²

Par conséquent, tout le monde,

comme la France l'a fait depuis le début de l'UME,

aurait dû atteindre cet objectif d'inflation (chaque année) avec précision et non en moyenne (comme c'est le cas) afin d'éviter des déséquilibres dans la zone euro.

Il n'y a donc aucune raison de croire que seule une union monétaire permettrait de maintenir l'inflation à un niveau raisonnable. Bien qu'il soit vrai qu'une union monétaire serait bénéfique à cet égard. Mais seulement si elle est bien construite, toutefois, cela ne s'applique pas à l'UME, car il y a un obstacle majeur : le soi-disant hégémon allemand de l'UE.

Après tout, il y a des gens qui disent :

« Faisons une Europe des peuples, pour les hommes et les femmes qui y habitent ! »

³² Voir Heiner Flassbeck.

C'est une jolie phrase qui est toujours balayée quand les politiciens sont perdants, c'est-à-dire après avoir conduit la charrette dans la boue. La question est donc : avec qui ? Avec des politiciens, qui ont multiplément trompé les gens, qui promettent tout, quand le temps des « crampagne électorales » est ?³³

Ce qui pèse plus lourd, c'est le suivant :

Pourquoi les gens ne pourraient-ils pas choisir dans leurs rangs ceux qu'ils devraient représenter et qu'ils savent être de leur côté ? (*__Et pourtant, il faudrait les contrôler.__*)

Question rhétorique : *Pourquoi « nos » politiciens ne posent-ils pas de telles questions ?*

Il y a quelque temps, quelqu'un a dit :

« Si les institutions de l'UE étaient radicalement modifiées, ce ne serait plus une organisation néo-libérale ». Ma réponse a été : « Mais comment peut-on changé radicalement ces institutions, si l'UE est apparemment par nature une organisation néo-libérale ? Donc il n'est pas possible de « changer radicalement » cette entité politique.

³³ La phrase des « Crampagnes électorales » est un jeu de mots qui montre qu'à l'ère lobbycratique, ce n'est plus une lutte politique d'arguments qui devrait permettre aux gens de savoir à quoi s'attendre après l'élection, s'ils votent pour un parti particulier, mais un charivari politique où les mots vides sont échangés avec des tam-tam.

En d'autres termes,

l'élite de l'UE ne mérite pas la confiance parce qu'il n'y a aucune preuve que l'orientation politique devrait être modifiée.

Bien au contraire.

Tenez également compte des faits suivants. :

En novembre 2018, seuls 19% respectivement 18% ont participé à l'élection partielle de l'Assemblée nationale dans le Département de l'Essonne. Ces élections ont eu lieu les 18 et 25 novembre, soit après « l'Acte 1 » (__17 novembre_) et « l'Acte 2 » (__24 novembre__) du mouvement des Gilets Jaunes.

* * *

Il est nuisible de poursuivre l'adhésion à l'UE, en raison que les dirigeants politiques ne veulent pas traiter les erreurs graves mentionnées dans cette publication.

(__Ils sont, entre autres, celles erreurs-là qui ont gravement endommagé l'économie française, par exemple.__)

Comme le montre l'expérience des 15 dernières années, « plus » d'Europe va de pair seulement avec « moins de charabia ».

Mais moins de charabia signifie : sans « modèle allemand », car il ne convient pas pour une union monétaire — comme cette seule période le démontre de façon impressionnante.

Il est inapte, parce qu'il fonctionne aux dépens des autres.

On l'appelait jadis le mercantilisme. En anglais, on l'appelle ça, la « politique de Beggar-thy-Neighbour », donc « La politique de la mendicité envers ses voisins ».

La formation de commandement allemande de l'UE est loin de se rendre compte que son « modèle allemand » est totalement inadapté et n'est considéré comme fonctionnel qu'en raison de circonstances particulières.

Cette force de commando néo-libérale est loin de réaliser que toute l'UE parle la langue de charabia — et est morte.

Il ne serait possible de la « sauver » qu'avec une camisole de force renforcée par la puissance militaire. Et c'est ce que les responsables irresponsables veulent réaliser maintenant. Mais cet instrument, qu'ils appellent « l'armée des Européens », est une armée pour l'élite de pouvoir allemande et l'élite de pouvoir française comme partenaires juniors : l'élite allemande a encore besoin de cette élite française (__mais bientôt plus jamais __); et pour les élites de pouvoir des autres Etats membres de l'UE, qui se sont écartés du droit chemin. — C'est beaucoup de dépense, n'est-ce pas ?

C'est-à-dire qu'un rêveur (__ou un intellectuel bourgeois allemand__) est en fait celui qui veut plus d'Europe sans s'attacher au problème causal que l'on peut également voir à la

base de référendum Brexit de la population britannique. Et puisqu'il en est ainsi, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de volonté reconnaissable de changer sur le fond la politique allemande

(__car le « modèle » de cet hégémon de l'UE non est transférable et ne fonctionnant pas d'elle-même, c'est-à-dire sans le cocon de l'UME mal construite__),

il peut y avoir plus d'Europe seulement, si cette Allemagne a quitté l'UE.

Étant donné qu'il est peu probable que l'Allemagne quitte volontairement l'UE parce que cela nuirait gravement à son économie axée sur l'exportation, mais pour la raison que le retrait de l'Allemagne serait nécessaire de pouvoir mener une politique constructive dans l'UE.

À condition que vous entendiez vous-même mener une politique constructive, c'est-à-dire pour la masse de la population de votre pays et pour la population des autres États membres,

vous devriez l'Allemagne demander sans équivoque de quitter l'UE.

Car, à mon goût,

il devrait suffire qu'un pays d'Europe en particulier ait déjà été le point de départ de terribles développements au 20^e siècle. Mais comme le montre l'évolution depuis la fin de la guerre froide, l'élite allemande encore pas compris de quoi il s'agit, si on vit avec des autres pays dans

une union. Cela signifie que l'élite allemande ne peut faire face de manière constructive à la souveraineté et au pouvoir. Cette élite n'est donc pas adaptée à une communauté d'Etats, de sorte que nous ne pouvons pas accepter que cette élite exige de toutes les autres qu'elles suivent nécessairement sa « voie allemande spéciale ». Étant donné que ce chemin ne peut être emprunté qu'aux dépens des autres — la « voie spéciale allemande » n'est pas recommandée d'un point de vue objectif.

Si vous ne voulez pas adresser cette demande à votre « partenaire allemand », peut-être parce que vous pensez, que ce n'est pas juste, bien qu'il vous demande de le suivre inconditionnellement sa « voie spéciale allemande » — ou a-t-il répondu à vos besoins réels en dehors des expressions fourretout jusqu'ici ? — Alors, si vous ne voulez pas adresser cette demande à votre « partenaire allemand », dans ce cas c'est à vous, la France, de quitter l'UE.

De toute façon, les possibilités seraient alors immédiatement étendues.

Parce que la situation est favorable, du fait, qu'il y a des développements et des tendances entre de nombreux pays à travers le monde qui ouvrent de nouvelles opportunités — il vous suffit d'utiliser ces possibilités et d'aider à les façonner de manière constructive ; mais une camisole de force n'est pas bien adaptée pour de telles entreprises.

La France se libère ainsi de la camisole de force de l'UE,

et restaure sa propre souveraineté étatique.

Elle a alors les possibilités,

dont elle a besoin pour mener une politique constructive pour son propre peuple. De même, elle ouvre la possibilité de choisir ceux pays-là avec lesquels elle peut former des partenariats raisonnablement structurés, ou même une communauté d'Etats, que ce soit avec des voisins directs ou dans d'autres parties du monde.

Il pourrait alors s'agir d'un partenariat,

par exemple semblable à celui du « Commonwealth britannique des nations ».

* * *

Nous ne savons pas si la nature nous fait craindre la vie, mais les politiciens d'une société, si c'est une société humaine, n'ont pas le droit de créer une peur existentielle en nous. Mais s'ils l'osent, il faut les conduire en enfer.

Vous en tant que personne ? Non, vous en tant que peuple !

* * *